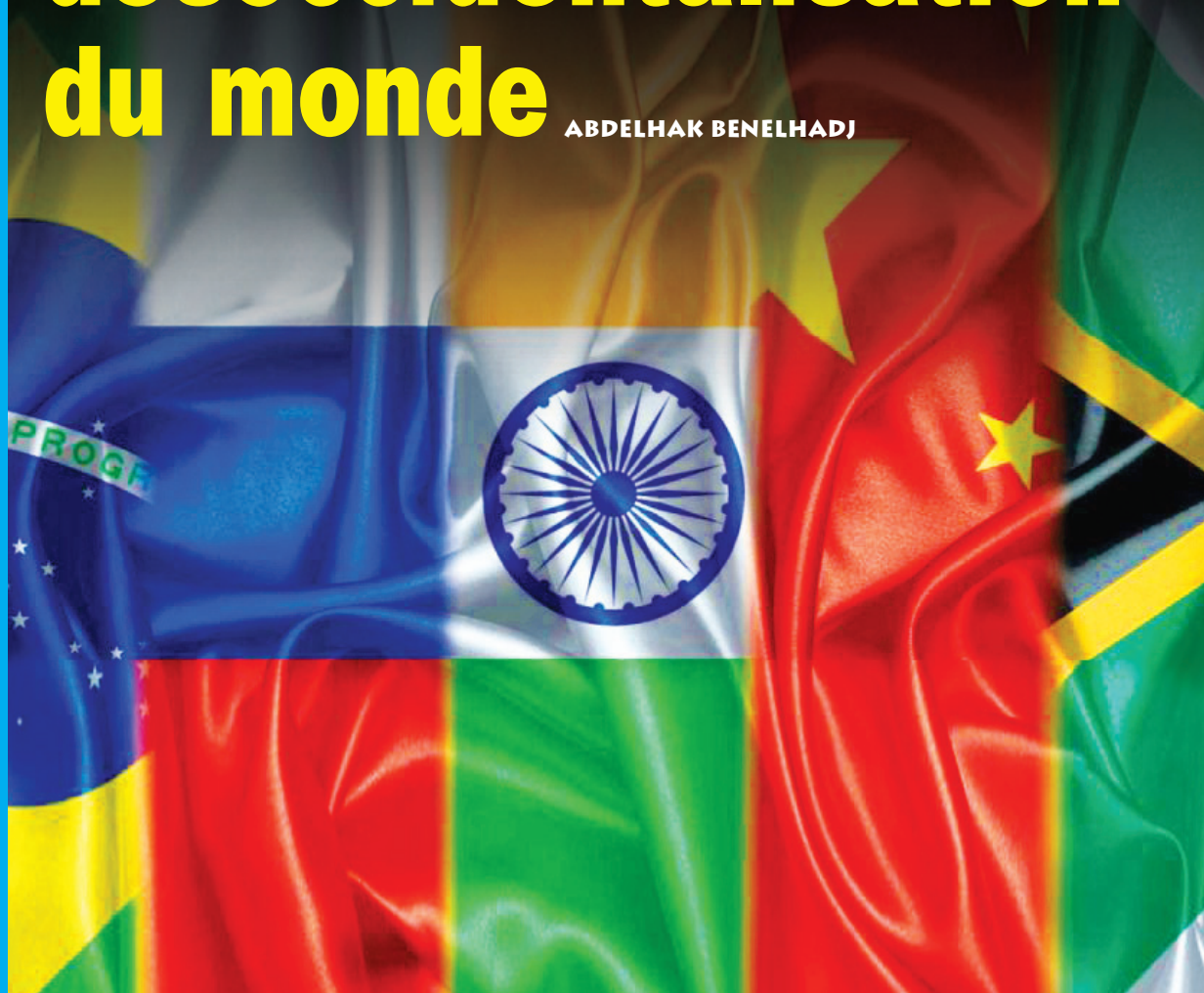


**LES BRICS
SE RÉUNISSENT
À KAZAN**

Vers une désoccidentalisation du monde

ABDELHAK BENELHADJ

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN



L'histoire est impitoyable avec les nations amnésiques

ABDELHAK BENELHADJ



ACCORDS DE 1968
ET ESSAIS NUCLÉAIRES

Le poids du passé colonial dans la rhétorique contemporaine de Xavier Driencourt

SALAH LAKOUES

L'administration publique algérienne, cette mal-aimée !

CHERIF ALI



Yahia El Sinwar, un héros flamboyant et déjà une légende

DJAMEL LABIDI



Agriculture et variabilité climatique

ABDELKADER KHELIL



Livres : présence de femmes

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

P. 5 à 10

Ghaza

L'armée sioniste empêche la vaccination contre la polio

Mercredi, 383^e jour de l'agression contre Ghaza, le nombre de victimes s'est élevé à 42.792 martyrs et 100.412 blessés, a annoncé hier le ministère de la Santé de l'enclave assiégée dans son rapport statistique quotidien. Le document ajoute que l'occupation israélienne a commis, mardi, 6 massacres contre les civils, faisant 74 martyrs et 130 blessés.

Mohamed Mehdi

Dans un autre communiqué, le ministère de la Santé a déclaré que « l'armée d'occupation crée des obstacles à la mise en œuvre de la deuxième phase de la campagne de vaccination d'urgence contre la poliomyélite dans les gouvernorats de Ghaza et du Nord ».

Ces obstacles criminels ont poussé le responsable de la campagne à annoncer le report de la vaccination dans les deux gouvernorats.

Après 19 jours de siège total, la situation dans le nord prend des proportions dramatiques avec l'augmentation de la fréquence des massacres commis par l'armée sioniste. Les bombardements ciblent directement les hôpitaux tuant et blessant des membres du personnel médical.

Le correspondant d'Al Jazeera a déclaré, hier, que les forces d'occupation ont évacué de force la clinique Al Fakhouira, qui abrite des milliers de personnes déplacées dans le camp de Jabalya.

Les forces d'occupation israéliennes ont également arrêté un grand nombre d'hommes et contraint des femmes et des enfants au déplacement forcé vers des zones où les tirs de drones et d'artillerie sont fréquents.

MASSACRES À JABALYA ET BEIT LAHIA : PAS ASSEZ DE LINCEULS POUR LES MARTYRS

« Nous n'avons plus de linceuls pour envelopper les corps de nos martyrs », a déclaré hier Mounir al-Bursh, le Directeur de la santé à Ghaza sur Al Jazeera, décrivant la situation dans les zones nord de l'enclave, avant d'annoncer la mort d'un médecin et d'un infirmier.

« Ce que fait l'occupation dans les gouvernorats du nord, ce sont de véritables crimes de guerre. Le docteur Mohamed Ghanem et l'infirmier Mohamed Marzouk Salman ont été tués après avoir été pris pour cible par un drone israélien près de l'hôpital Kamal Adwan, dans la zone du projet Beit Lahia », a-t-il déclaré, rappelant que depuis le début du génocide, l'armée israélienne a tué « 1.047 membres du personnel de santé, et arrêté 310 autres ». « Si cette situation se poursuit, dans le silence international, les hôpitaux se transformeront en charniers »,

a-t-il poursuivi. De son côté, le Bureau des médias du gouvernement de Ghaza, a rendu public, mercredi, le bilan provisoire de 19 jours de siège et de crimes sionistes à Jabalya. Selon les chiffres annoncés, les attaques de l'armée israélienne ont fait « plus de 770 martyrs, plus d'un millier de blessés, alors que des dizaines de personnes sont portées disparues à Jabalya et ses environs ».

La même source a indiqué également qu'en plus de « forcer des milliers de civils, sous la menace de mort, à quitter leurs foyers et leurs quartiers dans le nord de la bande de Ghaza, l'occupation a kidnappé plus de 200 civils, dont des femmes », ajoutant que de nombreuses personnes déplacées ont été tuées alors qu'elles empruntaient les « couloirs sécurisés » qui leur avaient été désignés par l'armée sioniste.

« Plus de 100.000 blessés et malades dans le nord de Ghaza ont besoin de soins médicaux d'urgence », au moment où « l'occupation a détruit le système de santé et les quatre hôpitaux » de cette partie de Ghaza.

« L'occupation a utilisé tous les types d'armes internationalement interdites », affirme encore le Bureau des médias du gouvernement qui fait état de destructions de milliers d'unités résidentielles et des centaines de maisons », dans le nord de Ghaza.

Hier, à la mi-journée, le nombre des victimes des bombardements sionistes avait atteint 16 martyrs, depuis l'aube, dont 14 dans le nord de la bande de Ghaza. Vers 17h, ce chiffre a atteint 35 martyrs, dont 31 dans le nord de Ghaza, ainsi que des dizaines de blessés.

LES ATTAQUES DU HEZBOLLAH FONT REPORTER LA RENTRÉE À L'UNIVERSITÉ DE HAÏFA

Mercredi, l'armée sioniste a bombardé plusieurs villes du sud Liban et de l'est du pays.

Un correspondant d'Al Jazeera a rapporté des raids israéliens sur les environs de la ville de Taria, dans la Bekaa, à l'est du Liban, ainsi que sur plusieurs villes du sud du pays, dont Hanin, al-Khiam, au sud du Liban, al-Qasimiya, Kafr Rumman, Al-Bazouriyeh dans le district de Tyr, la ville de Maaraka.

Par ailleurs, les missiles et les dro-

nes de la résistance libanaise continuent de viser et d'atteindre les villes et les colonies du nord de la Palestine occupée.

Cité par Al Jazeera, le journal «Israël Hayom» a rapporté l'annonce de l'Université de Haïfa du report de la rentrée universitaire jusqu'au 10 novembre prochain. Cela fait suite aux attaques répétées du Hezbollah contre cette importante région pour l'économie de l'entité sioniste.

Le Hezbollah a annoncé hier que ses combattants « ont ciblé les positions ennemies à Misgav Am et Kiryat Shmona dans le doigt de Galilée ». La police sioniste a confirmé que des « roquettes sont tombées à

Réunion du Gouvernement

La gestion des ports au menu

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'avant-projets de loi relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des Services du Premier ministre.

La réunion a été consacrée à l'examen de l'avant-projet de loi organique modifiant et complétant la loi organique 98-03 du 3 juin 1998 relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du tribunal des conflits, en vue de permettre à cette haute instance judiciaire de remplir au mieux et de la manière la plus efficace son rôle dans le cadre de la révision des lois relatives au secteur de la justice.

Par ailleurs, et dans le cadre de la mise en œuvre des directives du Président de la République relati-

ves à la modernisation du système de gestion portuaire et à l'identification des mécanismes efficaces pour la création d'une autorité portuaire, le Gouvernement a examiné un avant-projet de la loi modifiant et complétant l'ordonnance 76-80 du 23 octobre 1976, portant code maritime, dans le cadre de la politique visant à moderniser les ports nationaux et les activités commerciales, ainsi que le renforcement des missions régaliennes exercées au niveau des ports de commerce et de pêche.

Le Gouvernement a également examiné un projet de décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif relatif à l'Office national du pèlerinage et de la Omra, et ce, afin de moderniser la gestion des activités de cet organisme, dans l'optique d'améliorer et de promouvoir les presta-

tions au profit des pèlerins et des omristes, ainsi que les conditions de leur prise en charge lors de l'accomplissement du Hadj et de la Omra, dans le cadre de la politique nationale relative à l'organisation, au suivi et au contrôle de la saison du Hadj et de la Omra.

Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement de la réforme du dispositif de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), qui vise à améliorer son mode de fonctionnement, à promouvoir sa gouvernance, et à renforcer la formation, le suivi et l'accompagnement des porteurs de projets ayant bénéficié de ce dispositif qui soutient l'entrepreneuriat et les petites entreprises.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Du nouveau pour freiner l'hécatombe sur les routes ? Après avoir tout essayé, alliant les campagnes de sensibilisation destinées aux automobilistes, aux durcissements des sanctions contre les chauffards, les autorités semblent pencher vers d'autres méthodes pour remédier aux drames routiers qui endeuillent chaque année des centaines de familles. Après avoir déterminé deux causes principales à l'origine des accidents de la route, le facteur humain et l'état du réseau routier, le ministère de l'Intérieur compte promouvoir l'éducation routière, s'attaquer aux « points noirs » sur les tronçons routiers qui enregistrent le plus grand nombre d'accidents et améliorer la formation des conducteurs et des inspecteurs chargés de l'examen du permis de conduire. L'implication de plusieurs parties est nécessaire pour exécuter ce plan, dont celle de la Délégation nationale à la sécurité routière, qui est placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, et qui a parmi ses nombreuses missions de proposer aux instances concernées les éléments de la stratégie nationale dans le domaine de la prévention et de la sécurité routières, d'élaborer et de proposer les plans d'action annuels et pluriannuels de la prévention et de la sécurité routières, de les exécuter, d'établir les rapports d'évaluation s'y rapportant et d'entreprendre des études et recherches en rapport avec ses missions et de contribuer à la formation et au perfectionnement des personnels exerçant dans le domaine de la prévention et de la sécurité routière, selon le décret exécutif n° 19-303 du 10 novembre 2019 définissant

Code de la vie

la nature, les missions, l'organisation et le fonctionnement de cette Délégation.

Vient ensuite le rôle des autorités locales, qui doivent s'occuper de l'amélioration du réseau routier et éliminer ses « points noirs ». Pour cela, le ministère de l'Intérieur prévoit un appui financier conséquent aux communes pour s'occuper du problème lié à la dégradation des routes, qui sont à l'origine de pas mal d'accidents. L'engagement des plus hautes autorités du pays, à leur tête le président de la République, dans cette voie de la lutte contre la délinquance routière, qui prend parfois des formes de terrorisme routier, et la prospection de voies et moyens qui peuvent contribuer à la réduction des accidents de la route, représente un atout politique très important pour toutes les parties concernées par ce dossier. Reste seulement, pour ces parties, à se mettre sérieusement au travail pour aboutir au résultat défini.

Un résultat qui, faut-il le reconnaître, reste pour le moment objet de critiques, tant les courbes des accidents, des morts et des blessés sur les routes, n'ont enregistré aucune décroissance notable ces dernières années. La complexité du dossier, où s'entremêlent plusieurs responsabilités, qui ne permet pas de mettre le tort entier sur une partie ou une autre, exige une prise de conscience collective pour sauver les vies humaines et réduire la saignée du Trésor public (les accidents de la route coûtent 100 milliards de dinars par an). Que fait-on de mieux dans certains pays, où les accidents de la route sont très rares, en sus du seul respect du code de la route, élevé au rang de code de la vie ?

Kiryat Shmona, causant des dégâts matériels ».

Des médias israéliens ont également rapporté avoir entendu des explosions dans la région de la baie de Haïfa et Akka (Acre). Ces attaques ont été confirmées par la radio militaire de l'entité sioniste qui a rapporté des impacts de « deux missiles tombés, l'un sur une usine à Acre et le second sur une usine à Kiryat Bialik dans la baie de Haïfa ».

De leur côté, les pompiers israéliens ont indiqué que « 4 équipes travaillaient pour éteindre un incendie qui s'est déclaré dans une imprimerie de la ville d'Acre suite au lancement de missiles depuis le Li-

ban ». A Nahariya, des médias israéliens ont rapporté qu'une attaque de missile a fait au moins un blessé et des dégâts matériels.

L'armée génocidaire d'Israël a annoncé, hier, que 22 soldats et officiers ont été blessés lors de combats au sud du Liban au cours des précédentes 24 heures.

Enfin, le Hezbollah a confirmé mercredi la mort de Hachem Safieddine, successeur pressenti de Hassan Nasrallah à la tête du mouvement. Dans un communiqué, le Hezbollah a fait état de la mort du chef du Conseil exécutif du mouvement dans un raid sioniste, ajoutant qu'il avait été tué avec d'autres membres du parti.

Lutte contre le cancer Les instructions de Tebboune

La Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer a présenté, mardi, devant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, son programme pour la période 2024-2028, a indiqué le président de la Commission, Pr Adda Bounedjar.

El-Houari Dilmi

La séance de travail s'est déroulée en présence du président de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, Pr Adda Bounedjar, du directeur de Cabinet à la présidence de la République, M. Boualem Boualem, du président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire (ANSS), Pr Kamel Sanhadji, du ministre de la Santé, Abdelhak Saihi et du président-directeur général du Groupe Saidal. Dans une déclaration, à l'issue de la séance de travail tenue par le président de la République, au siège de la présidence de la République, avec les membres de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, Pr Adda Bounedjar a fait savoir que la Commission avait présenté lors de cette séance, un exposé sur son programme d'action 2024-2028, qui renferme cinq (5) axes à savoir : «la prévention, le dépistage précoce, le diagnostic précoce, la prise en charge des patients atteint de cancer et de leurs parcours, et la recherche en oncologie». Lors de cette séance de travail, «le président de la République a ordonné de préparer un décret présidentiel afin de lever tous les obstacles liés à l'acquisition des médicaments, des équipements médicaux et des réactifs relatifs au cancer», a indiqué le président de la Commission. Et d'ajouter que le président de la République a donné des instructions au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale «pour prendre en charge, par le biais de la Caisse nationale des Assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), le traitement par radiothérapie des enfants atteints de cancer».

Le programme d'action de la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, pour la période 2024-2028, vise à réduire le nombre des cas de cancer et partant celui des décès, a déclaré Pr. Adda Bounedjar.

«Le programme d'action de la Commission présenté, mardi, lors d'une séance de travail tenue par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avec les membres de la Commission, a pour objectif de réduire le nombre de cas de cancer et celui des décès», a précisé, mardi, le Pr Bounedjar dans son intervention, lors du Journal télévisé (JT) du 20h, sur la chaîne de télévision publique. Qualifiant la rencontre avec le président de

la République de «riche et transparente», M. Bounedjar a indiqué qu'elle avait permis d'évoquer «plusieurs thèmes relatifs au programme d'action de la commission». «Après avoir pris connaissance des obstacles administratifs entravant l'acquisition des réactifs, des équipements médicaux et des médicaments, le président de la République a donné des instructions pour la préparation d'un décret présidentiel portant sur la levée des entraves pour une prise en charge optimale des malades», a fait savoir le responsable.

Le président de la République a instruit le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de prendre en charge, via la Caisse nationale des Assurances sociales (CNAS), le traitement par radiothérapie des enfants cancéreux, a-t-il ajouté.

Le programme d'action de la Commission pour la période 2024-2028 repose sur cinq axes, avec en tête la prévention qui, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), est à même d'éliminer les causes de la maladie et partant réduire le nombre de cas, à plus de 50% et celui des décès de 20 à 30%, a-t-il précisé. «Le deuxième axe du programme d'action concerne le dépistage précoce, notamment des cancers les plus répandus en Algérie, à l'instar du cancer du sein, du cancer colorectal et du cancer de la prostate», selon le président de la Commission, soulignant que le dépistage précoce évite le développement rapide du cancer et empêche sa propagation. Quant au troisième axe, Pr Bounedjar a dit qu'«il concerne le diagnostic précoce qui est à même d'augmenter le taux de guérison, pouvant atteindre 97% pour le cancer du sein, à titre d'exemple». Le quatrième axe du programme d'action de la Commission porte sur «la prise en charge du patient atteint du cancer et de son parcours thérapeutique», dont les résultats seront positifs, tant pour le malade (augmentation du taux de guérison) que pour le Trésor public (réduction des coûts des soins), a-t-il fait savoir, estimant que la prise en charge du patient au début de la maladie améliorera son parcours de soins.

L'intervenant a également évoqué le cinquième axe du programme d'action de la Commission, consacré à la recherche scientifique en Oncologie visant à améliorer l'état de santé des patients atteints de cette maladie.

Attaque terroriste contre la société turque des industries aérospatiales Alger condamne

L'Algérie a vigoureusement condamné l'attaque terroriste qui a ciblé la société turque des industries aérospatiales (TUSAS), exprimant à la République de Turquie, pays frère, peuple et Gouvernement, sa pleine solidarité en ces circonstances difficiles, a indiqué mercredi un communiqué de la Présidence de la République.

"Suite à l'attaque terroriste ayant ciblé la société turque des industries aérospatiales (TUSAS), l'Algérie condamne vigoureusement cette attaque criminelle, et exprime à la République de Turquie, pays frère, peuple et Gouvernement, sa pleine solidarité en ces circonstances difficiles", lit-on dans le communiqué.

Téléphonie mobile Sanctions pécuniaires à l'encontre des trois opérateurs

L'Autorité de régulation de la Poste et des Communications électroniques (ARPCE) a prononcé des sanctions pécuniaires à l'encontre des trois opérateurs de téléphonie mobile en Algérie, suite aux manquements à certaines exigences de couverture et de qualité de services contenues dans leurs cahiers des charges respectifs, indique mercredi un communiqué de l'ARPCE. L'ARPCE "informe qu'à l'issue de la campagne de contrôle et d'évaluation de la couverture et de la qualité de service (QoS) des réseaux GSM, 3G et 4G des trois opérateurs

de la téléphonie mobile, ATM (Mobilis), OTA (Djezzy) et WTA (Ooredoo), effectuée sur l'ensemble du territoire national, il a été constaté des manquements à certaines exigences de couverture et de qualité de services, contenues dans leurs cahiers des charges respectifs", précise la même source.

"En application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'Autorité de régulation a mis en demeure les trois opérateurs afin de se conformer aux exigences de couverture et de qualité de service de leurs réseaux GSM, 3G et 4G et

a procédé à une campagne de vérification de la levée des manquements observés, laquelle campagne a permis de relever que certaines exigences en matière de couverture et de qualité de service demeurent insatisfaites", ajoute le communiqué.

Par conséquent, l'Autorité de régulation a prononcé des "sanctions pécuniaires à l'encontre des trois opérateurs d'un montant global de 1.053.325.166,30 DA, détaillé comme suit: ATM (Mobilis) 721.802.502,42 DA, OTA (Djezzy) 82.026.182,13 DA et WTA (Ooredoo) 249.496.481,75 DA.

Forum d'affaires algéro-qatari à Doha

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a présidé mercredi à Doha (Qatar), l'ouverture du Forum d'affaires algéro-qatari, tenu en marge de l'Exposition des produits algériens qui se tient du 22 au 26 octobre en cours dans la capitale qatarie, a indiqué un communiqué du ministère.

L'ouverture du Forum s'est déroulée en présence du représentant du ministère qatari du Commerce et de l'Industrie, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, du président de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), Charaf Eddine Amara, du chargé de gestion de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Hocine Zaoui, et du Direc-

teur général du commerce extérieur au ministère du Commerce, M. Samir Deradji, précise la même source.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Zitouni a affirmé que ce Forum "marque un nouveau départ vers un partenariat stratégique étroit couvrant plusieurs domaines, sous le parrainage du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune et son frère, son altesse l'Emir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al Thani", exprimant sa "considération à l'Etat du Qatar pour l'accueil chaleureux et la bonne organisation qui reflète la profondeur des relations entre les deux pays", selon le communiqué.

Il a indiqué que les relations économiques algéro-qataries connais-

saient un "bond qualitatif" et que l'Algérie tend à "doubler le volume des échanges commerciaux par rapport à ce qui a été enregistré en 2023, soit quatre-vingts (80) millions USD".

La première édition de l'Exposition des produits algériens à Doha connaît la participation de plus de 150 entreprises algériennes qui exposeront une large gamme de produits, à l'instar des produits agroalimentaires, industriels et artisanaux réputés pour leur qualité sur les marchés internationaux.

Cette manifestation a été organisée par la société "Tasdir" (filiale du groupe Safex) en collaboration avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et la chambre qatarie, conclut le communiqué.



El yazid Dib

Il était le chef du bureau politique de Hamas. Le poste le plus important dans l'organique de la résistance palestinienne. Il

ne logeait pas dans des hôtels étoilés ou fréquentait les palaces royaux. Et pourtant il avait toute latitude de le faire, de par ses fonctions «politiques», qui, par principe, l'éloignent du terrain et le rapprochent des privilèges diplomatiques. L'histoire nous confirme que toutes les directions politiques des mouvements de libération armés étaient domiciliées à l'extérieur. La séparation des pouvoirs, entre le politique et le militaire l'exigerait. Mais lui ne voyait pas la chose de cette manière.

Guerrier invétéré, combattant aguerrri, il était convaincu jusqu'à l'os que la meilleure des luttes est celle qui se pratique dans le champ de bataille. Dans le feu des fronts, avec les siens, ses frères d'armes. Il n'avait pas de bureau dans les tours d'affaires ou aux étages supérieurs des immeubles haut standing. Le tunnel qu'il a fait creuser lui servait de gîte et de commandement, tant que la terre qui l'abritait était la sienne, sa sève matricielle. Il aurait refusé tous les exils dorés, préférant se sentir plus près et à côté de ceux qu'il incitait à plus d'ardeur dans le combat. Vivant, il était un exemple édifiant, mort il est une mémoire à glorifier. Ce n'est en finalité, ni la haute technologie ni l'intelligence du renseignement sio-

Yahya Sinwar, la mort en héros

neurs du noble martyr et éterniser à jamais cette image où agonisant, il luttait à l'ultime effort. Quoi de mieux pour un combattant que de mourir les armes à la main? Il n'était pas en tenue de dimanche ou en qamis de vendredi. En tenue de combat, ceinturé de son armement et prêt à rendre l'âme à n'importe quel moment. Quelle gloire ! Quelle beauté dans cette mort au nom d'un idéal imprescriptible ! Ne professait-il pas «qu'il souhaitait mourir en martyr de la part de l'ennemi, et ce sera le meilleur cadeau que de crever par corona, accident vasculaire ou arrêt cardiaque». En diffusant le dernier instant de Sinwar, l'entité sioniste croyait ainsi avilir l'homme et souiller sa mémoire, or c'est tout le contraire qui s'est produit. Elle ne pensait pas en le faisant qu'elle allait créer un symbole, une incarnation personnifiée.

En le montrant blessé, ensanglanté et mort, elle ignorait que le sang pour un martyr est un élixir, un baume de béatification. D'autant plus, s'il arrose sa terre natale et se perfuse dans les veines de sa progéniture. Vivant, il a été le cauchemar des sionistes, dépouille, il inspire l'abnégation pour les générations futures. Prière pour l'absent.

Bouira Collision de deux camions, un mort et un blessé

Une personne est décédée et une autre a été grièvement blessée dans un accident de la circulation survenu mardi soir sur l'autoroute Est-Ouest, au niveau de la commune de Bouderbala (Ouest de Bouira), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit vers 19h35 sur la voie autoroutière menant vers Constantine, et au

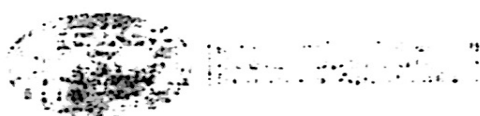
lieu-dit Drablia, relevant de la commune de Bouderbala, suite à une collision entre deux camions, suivie d'un incendie, selon les détails fournis par un officier de la Protection civile, le sous-lieutenant Youcef Abdat.

"Nos unités sont intervenues et elles ont pu maîtriser l'incendie", a-t-il précisé.

"L'accident a causé la mort

d'une personne dont le corps a été transféré à la morgue de l'hôpital de Lakhdaria, tandis qu'une autre personne blessée a été évacuée en urgence à l'hôpital de Rouiba pour recevoir les soins nécessaires", a ajouté la même source.

Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de l'accident.

MINISTRY OF HIGHER EDUCATION
AND SCIENTIFIC RESEARCHHIGHER SCHOOL IN APPLIED SCIENCES
--TLEMCE--الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC OF ALGERIAوزارة التعليم العالي والبحث العلمي
المدرسة العليا في العلوم التطبيقية
- تلمسان -

AVIS DE RECRUTEMENT 2024

L'Ecole Supérieur En Sciences Appliquées de Tlemcen lance un avis de recrutement suivant les modes de recrutement et les spécialités indiquées ci-dessous :

| N° | Grade | Mode de recrutement | Conditions réglementaire Demandés | La spécialité | Nbre de post budgétaire | Autre Conditions |
|----|--|---------------------|--|--|-------------------------|------------------|
| 01 | Ingénieur d'état des laboratoires universitaires | Concours sur titre | Les candidats titulaires du diplôme d'ingénieur d'Etat ou d'un diplôme reconnu équivalent, | 1- Chimie 2- Chimie Industrielle 3- Chimie et application : environnement 4- Génie de Procédés 5- Toutes autres spécialités. | 01 | / |

❖ Dossier à fournir :

- Demande manuscrite de participation au concours en précisant toutes les coordonnées personnelles.
- Une copie certifiée conforme à l'original de la carte d'identité nationale.
- Une copie certifiée conforme à l'original du titre ou du diplôme requis en plus le relevé de notes pour le parcours de formation.
- Fiche de renseignement remplie par le candidat (Téléchargé à partir du site officiel de la fonction publique ; www.concours-fonction-publique.gov.dz).
- 02 Enveloppes timbrées 21/27 avec adresse personnelle.
- Après admission définitive au concours sur titre, les candidats doivent compléter leurs dossiers par les pièces suivantes :
- une copie certifiée conforme à l'original de l'attestation justifiant la position du candidat vis-à-vis des obligations du service national ;
- certificat de résidence ;
- Extrait de naissance n°13 ;
- 02 Photos d'identité ;
- Attestation de travail pouvant l'expérience professionnelle du candidat dans la spécialité « concernant l'expérience acquise hors secteur de la fonction publique (dans le domaine privé) il est impératif qu'elle soit visée par la CNAS » ;
- Attestation justifiant la période de travail exécutée par le candidat dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle ou social des jeunes diplômés, en précisant le poste occupé, le cas échéant,
- Tous documents justifiant le suivi par le candidat d'une formation supérieure au diplôme exigé dans la spécialité, le cas échéant,
- Tous documents justifiant les travaux et les études réalisées par le candidat dans la spécialité, le cas échéant,
- Fiche familiale pour les candidats mariés.
- ❖ Les critères de sélections au concours sur titre :
- 1- Adéquation au profil de la formation du candidat avec les exigences du grade postulé (0 – 6 points) ;
- 2- Cursus d'études ou de formation (0-7 points)
- 3- Formation complémentaire au diplôme exigé dans la même spécialité (0 – 2 points) ;

- 4- Travaux ou études réalisés par le candidat dans sa spécialité pour les concours d'accès aux grades classés à la catégorie 11 et plus (0 - 1 points) ;
- 5- Expérience professionnelle acquise par le candidat dans le même emploi ou dans un emploi équivalent « par année d'exercice » (0 - 6 points) ;
- 6- Date d'obtention du diplôme (0 – 5 points) ;
- 7- Entretien avec le jury de sélection (0 – 3 points) ;
- ❖ Le départage des candidats déclarés ex-aequo lors de la proclamation des résultats du concours sur titre, s'effectue selon l'ordre de priorité suivant :
- Les ayants droits de chahid (fils ou fille de chahid) ;
- Les catégories aux besoins spécifiques (handicapés pouvant exercer les tâches inhérentes au grade postulé ;
- L'âge du candidat (priorité au plus âgé) ;
- La situation familiale du candidat (marié avec enfant, marié sans enfants, soutien de famille, célibataire) ;
- ❖ Les voies de recours :
- Les candidats non retenus pour participer aux concours peuvent introduire un recours au niveau de L'Ecole supérieure des sciences appliquées Tlemcen devant l'autorité ayant pouvoir de nomination qui doit statuer sur ledit recours et répondre aux intéressés au moins cinq (05) jours ouvrables avant la date de déroulement du concours.
- ❖ Délais des inscriptions et dépôts des dossiers :
- Les dossiers de candidature doivent être adressés à « L'Ecole supérieure des sciences appliquées – Tlemcen Bel Horizon (BP 165 R.P Tlemcen) ;
- Les délais des inscriptions son fixé quinze (15) jours ouvrables à compter de la date du premier avis publié dans la presse écrite.
- Tout dossier incomplet ou arrivé hors délais d'inscription ne sera pas pris en considération.
- ❖ Observation :
- Les candidats travaillant dans une d'autres organismes sont tenus de déposer une autorisation de participation au concours délivrée par l'établissement d'origine.

ANEP N° 2431013246 Le Quotidien d'Oran 24/10/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT, L'URBANISME ET DE LA VILLE
O.P.G.I
DE AIN TEMOUCHENT

AVIS D'ANNULATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE

- Conformément aux dispositions de l'article 49 de la loi N°23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, et l'article 73 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de AIN TEMOUCHENT, adresse : boulevard Mohamed Boudiaf, Wilaya de AIN TEMOUCHENT, procède par le présent avis à l'annulation de l'attribution provisoire du marché au profit de l'entreprise ETB CHERGUI ABED domicilié à n°674 lotissement D 150 teffah n°03 TIARET, Relatif à l'achèvement du reste à réaliser sauf VRD des 40 logements promotionnels aide à HASSI EL GHELLA (tranche 2011).
- Publié dans les quotidiens nationaux:
- LE QUOTIDIEN D'ORAN en date du 19/05/2024
- الامانة en date du 22/05/2024.

Et ce pour motif : désistement de l'entreprise.

Le Directeur Général

ANEP N° 2431013220 Le Quotidien d'Oran 24/10/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE.

Ministère de l'Habitat de l'Urbanisme et de la ville
Direction des Equipements Publics
de la Wilaya de Sidi Bel Abbés.

Avis d'infirmité.

N.I.F : N° 228 224 29 54

Conformément aux dispositions des articles 40 et 71 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation du service publics, la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Sidi Bel Abbés, porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre paru en date du 11/09/2024 "Le Quotidien d'Oran" relatif à la Réalisation d'une école primaire type 2 à la commune de Boukhanifis- wilaya de Sidi Bel Abbes

Partie ferme : Bloc pédagogique + Administration + VRD + mur de clôture + sanitaire + locaux technique + terrain de sport

Partie conditionnelle : Bloc cantine + Bloc logement de fonction

Est Infirmité.

Conformément à l'article 82 les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance du motif de l'infirmité sont invités à se rapprocher des services de la DEP au plus tard dans les trois (03) jours.

Fait à Sidi Bel Abbés, le 17 05 2024

Le Directeur

ANEP N° 2431013225 Le Quotidien d'Oran 24/10/2024

Les BRICS se réunissent à Kazan

Vers une désoccidentalisation du monde

Par Abdelhak Benelhadj

Du sommet de Kazan, les médias occidentaux ne veulent voir que la volonté du président russe de démontrer que la tentative d'isolement dans lequel on tente de réduire son pas avait largement échoué. Et elle a échoué. Mais à ne voir au Sommet des BRICS en Russie que cela c'est passer à côté de l'essentiel. Il faut élargir le champ de vision pour mieux appréhender les enjeux de cette rencontre, certes importante pour le conflit ukrainien, mais va bien au-delà, ainsi que nous voudrions le montrer dans ce qui suit.

V. Poutine rassemble autour de lui bien plus de chefs d'Etat que les sanctions qui sont infligées à son pays ne le laissent prévoir et espérer par ses ennemis. Ils sont rejoints mercredi 23 par le Secrétaire Général des Nations unies ce qui donne à cette réunion l'allure et le poids d'une «Communauté internationale» au sens fort du mot. A Kazan, pour une durée de trois jours, se réunissent plus de 3 milliards d'habitants, la moitié de l'humanité. Un nouveau monde grandit sur les bords de la Volga, dans le Tatarstan. Si on omet le Brésil ou l'Afrique du Sud, les Brics constituent un bloc continental continu qui va de la mer Méditerranée au détroit de Behring sur plus de 12 fuseaux horaires (cf. tableau plus bas). Cela lui confère un avantage géostratégique indéniable.

Coincés dans un conflit est-ouest dans lequel ils jouaient le rôle de terrain de jeu pour grandes puissances, quelles qu'aient pu être les intentions des joueurs, les pays du sud à peine indépendants se sont dotés de structures politiques incapables de faire face à des rapports de forces économiques, financiers et monétaires sur lesquels ils n'avaient aucune prise. La «Conférence de Bandung» (1955), les «Non-alignés», les «77» (1964), La «Tricontinentale» (1966), l'«OSPAAAL» (Organisation de la solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine) (1966)... et une multitude d'organisations régionales, furent des tentatives, inscrits surtout dans le cadre de combats de nature politique, qui se sont avérées vaines.

Sous quelques vocables sous lesquels ils étaient désignés, à diverses époques : «Tiers-monde», «pays en voie de développement», «pays sous-développés», «pays pauvres», «pays en voie de sous-développement», «pays les moins avancés» (PMA), «Nouveaux Pays Industriels» (NPI), «bébés tigres»... ce monde restait un monde subalterne, à souveraineté décorative, soumis aux aléas des conflits internationaux et à la charité épisodique et intéressée du monde développé.

D'autres milliards se bousculent à la porte des Brics pour échapper à la «liberté» et à la «démocratie».

Par exemple, celle qui bombarde le Liban et extermine la Palestine tout en insultant les Nations unies et en violant le droit international édicté pourtant par les Occidentaux au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Autre exemple, celui de l'Egypte en négociation difficile avec le FMI qui lui impose les conditions drastiques : les «réformes structurelles». Ces «PAS» ont fait et continuent à faire des ravages économiques et sociaux dans les pays contraints de les mettre en œuvre : libération des changes et des échanges, réductions des aides sociales, service des dettes ruineux pour les budgets, politique fiscale au bénéfice des catégories les plus privilégiées...

L'Algérie (responsable des dérives qui l'ont mise à leur portée au cours des années 1980) a payé un prix exorbitant à ces exigences. L'Argentine qui en a pourtant une longue et douloureuse expérience, a choisi un gouvernement «libéral» en novembre 2023, qui l'enfoncé dans la dépen-

dance et la pauvreté d'un pays riche où les «Fonds voutours» font joyeuse ripaille et bombance.

L'Inde et la Turquie. Pays aux frontières de leurs intérêts. Certains pays sont contraints à des contorsions dans un espace «flou» et ne précisent pas leurs inclinations géostratégiques. Mais cela ne signifie pas qu'ils n'en ont pas et qu'ils cèdent à la pression considérable exercée sur eux.

Le cas de la Turquie est emblématique. La Turquie frappe aux portes des Brics. Dès septembre 2022, à Shanghai, Ankara se rapproche de l'OCS et aujourd'hui, présente à Kazan elle exprime clairement son désir de rejoindre les Brics.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) a été créée en 2001 par la Chine, la Russie et quatre pays d'Asie centrale anciennement soviétiques : Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ouzbékistan. L'OCS succède au «Groupe de Shanghai» (ou traité de Shanghai) créé en 1996. Cette organisation s'est progressivement élargie à l'Inde et au Pakistan en 2017, et officiellement depuis 2023, à l'Iran (dont l'adhésion a été annoncée dès 2021). À la Mongolie, la Biélorussie et l'Afghanistan sont membres observateurs. Le nombre d'États partenaires, non membres mais participant aux discussions, est passé entre 2022 et 2023 de 6 à 14.

Son objet principal est la stabilisation géopolitique de la région, neutralisant de vieux contentieux (notamment centrasiatiques, indo-chinois, indo-pakistanaï, et même russo-chinois) et l'avènement d'une coopération économique et commerciale visant le développement économique. Dans ce sens, à la réunion de juin 2018, les pays membres affirment leur soutien à la politique chinoise improprement dénommée de «Nouvelles routes de la soie» (BRI).

L'OCS vise aussi la création d'un contre-poids à l'influence des États-Unis qui cherche comme au XIX^{ème} siècle, avec ses acolytes britanniques et français, à déstabiliser la Chine en accroissant les tensions avec Taïwan et les Philippines où Washington vient de rouvrir d'anciennes bases militaires (février 2023).

«Plurilatéralisme», «multi-alignement» (Subrahmanyam Jaishankar).

L'Inde, l'autre poids lourd des Brics, désormais première puissance démographique mondiale, est directement visée par Washington pour tenter de placer un coin entre Indiens et Chinois et déstabiliser l'ensemble de l'organisation.

New Delhi a été liée au QUAD (2004 puis 2017) avec les États-Unis, le Japon et l'Australie. Washington qui, à tort, n'a pas jugé utile d'y associer Paris, exclu de plus du Pacifique anglo-saxon que Washington a scellé avec Londres et Canberra outrageant ainsi une France sans réactions, consentante. L'Inde n'est pas dupe et n'a réduit ses liens ni avec la Chine qui lui fournit par exemple les principes actifs des médicaments qu'elle produit et exporte, ni avec la Russie qui lui fournit le pétrole dont les produits transformés sont «miraculeusement» exportés vers... l'Europe.

Tout le monde y trouve son compte sauf l'Europe qui paie ses importations plus chères, les États-Unis l'architecte suprême de l'opération qui a raté sa cible... l'Ukraine en voie de totale destruction.

L'Inde qui présidait en 2023 l'OCS et le G20, n'a voté aucune résolution présentée par les Occidentaux à l'ONU, ni aucune sanction contre la Russie. Bien au contraire. Jamais les échanges entre l'Inde et la Russie n'ont été aussi florissants.

En juin 2023, à l'occasion d'une visite de N. Modi aux États-Unis, Barkha Dutt, journaliste indienne chroniqueuse au Washington Post a eu ce mot qui devrait fixer les idées à propos de la politique étrangère indienne. «Modi s'apprette à

s'adresser au Congrès pour la deuxième fois. Il pourrait sembler que l'Inde se tourne vers les États-Unis. Mais ne soyez pas naïfs, mes chers amis américains. L'Inde ne sera jamais votre alliée.

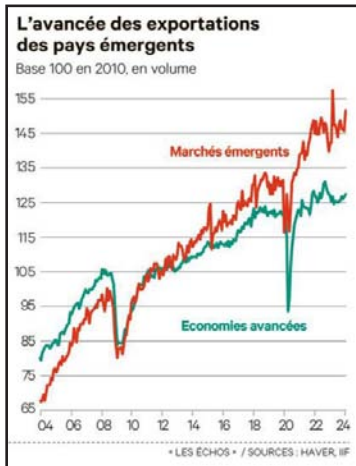
«La politique de non-alignement de l'Inde a commencé par un refus de s'empêtrer dans la guerre froide. (...) L'Inde s'est réservée le droit de flirter avec la Russie, l'Iran - et même avec la Chine - si ses intérêts nationaux l'exigent.» (https://www.washingtonpost.com, mardi 20 juin 2023). Le dirigeant indien, N. Modi, avant son départ de New Delhi pour Kazan, confirme et annonce l'avenir : «Ma visite à Kazan renforcera encore le partenariat stratégique spécial et privilégié entre l'Inde et la Russie». (AFP, mardi 22 octobre 2024)

E. Macron a décoré le Premier ministre indien de la plus haute des distinctions, fait Grand Croix de la Légion d'honneur, la veille du défilé des soldats indiens sur les Champs Élysées le 14 juillet 2023. Les Français devraient être attentifs au fait que c'est à Dassault que l'Inde a acheté des Rafale. Elle les a achetés en France, pas à la France. L'Inde demeure un gros client de la Russie qui est son premier fournisseur d'armes et de pétrole.

Certes, New Delhi fait face, depuis longtemps, à des contraintes complexes : des inégalités qui se creusent, des interférences gravissimes entre enjeux politiques et querelles religieuses, un fédéralisme difficile à coordonner et à maîtriser, une démocratie vivante mais parfois chaotique...

Quoi qu'il en soit, les pays du «Tiers-monde» d'aujourd'hui ne sont plus tenus à une linéarisation temporelle de leur destin, courant éperdument derrière le monde «avancé» que jamais ils ne pourraient rattraper. Désormais, avec la Chine, le «sud global» a un modèle et un moteur. Et dans de nombreux domaines, il n'est pas en «retard», mais en avance. Et pas de peu.

Les graphiques ci-dessous l'illustrent à l'évidence



Autre exemple. Sur les 100.000 bornes que comptait la France en 2023, environ 10%, seulement permettent une recharge rapide. Entre la Chine et le reste du monde, il n'y a pas une avance que ses concurrents peuvent espérer rattraper, mais un gouffre.

Pour preuve : La Chine compte plus de 5,8 millions de bornes de recharge. Selon les chiffres relayés par Bloomberg, la province de Guangdong (Canton) compte à elle seule environ trois fois plus de bornes que l'ensemble des États-Unis.

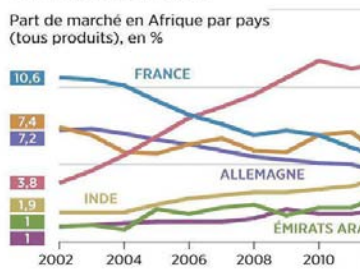
Ce n'est pas tant par leurs ennemis que les Brics sont le plus menacés. Mieux, ce sont ceux-là même qui les aident, par leur animosité, à s'organiser et s'auto-nomiser. La politique de sanctions tous azimuts, pratiquée par les États-Unis (et leurs «alliés») a poussé ceux qui les subissent à substituer et à développer des valeurs ajoutées nationales à ce qu'ils importaient et à densifier leurs relations et leurs échanges. De pays importateur net de produits agricoles (par exemple, déficit de 10 Md\$ en 2004), la Russie est devenue le premier exportateur mondial de céréales.

Sur ce point la politique initiée par Deng Xiao-ping, dès 1979, après Zhou Enlai, a lancé une initiative historiquement unique : transformer, en moins de quarante ans, une nation «sous-développée» d'un milliard de pauvres en une virtuelle première puissance mondiale.

La Chine a fait la démonstration qu'il n'existe pas de pays en «retard perpétuel». Pourquoi ce qui est vrai pour un milliard d'êtres humains ne le serait pas pour tous les autres ?

Les performances technologiques expliquent pour une large part la transformation du paysage commercial mondial et, en l'occurrence, l'accroissement des échanges entre Brics. Entre la Chine, l'Afrique et la Russie sous embargo.

L'envolée chinoise



https://fr.statista.com, mercredi 18 janv. 2023

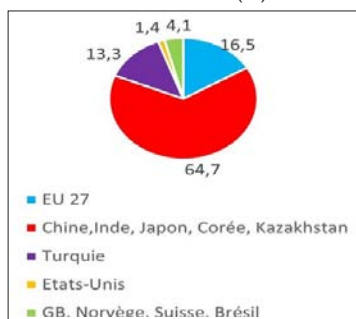
COMMERCE RUSSO-CHINOIS

2021 : 147 milliards de dollars
2023 : 240 milliards de dollars (plus du double de 2018) alors que les 200 Md\$ la Chine et la Russie pensaient ne pas pouvoir les franchir avant 2025. Ces échanges sont réalisés à 90% en yuans ou en roubles, en un bouclier antisancions, pour les mettre «à l'abri des pressions des pays tiers», V. Poutine (J. 16 mai 2024).

Ventes de machines-outils chinoises à la Russie

- 2022. 6.5 millions de dollars
- 2023. 68 millions

Répartition des exportations russes en 2023 (%)



https://asialyst.com/fr. 27 janvier 2024> «La France forme 37.000 ingénieurs par an, l'Inde 1,5 million» (L'attribution.fr, 09 juillet 2023). La Chine en produit autant.

Sans développer cette question qui dépasse le cadre du sujet abordé dans ce papier, on peut indiquer que sur les 44 technologies critiques examinées par le groupe de réflexion Australian Strategic Policy Institute (Aspi), la Chine a pris la tête du classement pour 37 d'entre elles. Et quand elle ne domine pas le podium, elle en occupe la seconde place. Au nez et à la barbe des États-Unis. (https://www.lecho.be, 08/03/2023) Au lendemain de la guerre, le PIB des États-Unis représentait plus de 50% du PIB de la planète. En 1960, il n'était plus que de 40% et en 2023 il est de 26%.

Tous ces chiffres signifient que les États-Unis n'ont plus affaire à une Russie, à une Chine, à un Iran... isolés. Les Brics ne constituent pas un système militaire intégré protégés par un article V.

Mais la solidarité qui les lie, la conscience d'un destin commun face à l'Occident impitoyablement résolu à la défense de ses intérêts et de son hégémonie aujourd'hui érodée.

| | Population (Millions) | % | PIB nominal | % | Superficie km² |
|-------------------|-----------------------|-------|-------------|-------|----------------|
| BRICS à 4 (2003) | 2 739 | 42,86 | 3 417 | 8,73 | |
| BRICS à 10 (2023) | 3 619 | 45,52 | 28 518 | 32 | 30% |
| UE 2003 | 432 | 6,77 | 9 932 | 25,36 | 3% |
| UE 2022 | 448 | 5,63 | 16 641 | 16,55 | |
| Etats-Unis 2023 | 335 | | 27 360 | 7% | |

Quatre pays sur les 10 possèdent un armement atomique qui invite à la réflexion. Les Brics, par leurs liens de plus en plus solidement noués, contraindront de leurs «ennemis» à une approche plus prudente ce qui en même temps réduit le risque de conflit généralisé.

Le dilemme de Thucydide a fait long feu. Car il ne s'agit plus d'une puissance qui cherche à se substituer à une autre. Le mythe du «décalage vers l'ouest» n'a plus cours.

Suite en page 10

L'histoire est impitoyable avec les nations amnésiques

Entre 100 000 et 200 000 serait le total abominable de victimes de la «décennie noire» qui endeuilla l'Algérie. Cet épisode terrible de notre histoire a été peu à peu retiré de nos souvenirs. Pire, si on laisse de côté tout ce qui a été écrit à charge avec le procès perpétuel fait à l'histoire («on vous avait bien dit qu'ils se mangeraient entre eux si on leur «donnait» leur indépendance...»), aucune analyse, aucune commémoration, aucun «retour sur expérience tragique» n'a été sereinement entamé et aucune conclusion n'a été tirée à la hauteur qui convient.

Un voile discret a été jeté sur des événements peu à peu effacés.

Une nation se grandit à se souvenir. Et à se souvenir surtout de ses errements.

Ne serait-ce que pour éviter que catastrophe semblable se reproduise. Savoir se regarder sereine-

ment dans le miroir de l'histoire, n'est pas un exercice d'automutilation ou d'auto-motification.

On ne construit sérieusement l'avenir que sur la base d'un bilan circonstancié et exact de nos réussites et surtout de nos erreurs. Avec une planification non moins exacte des chemins à rationnellement délibérer et à emprunter. Cela demande courage, lucidité et compétence.

Fortuitement, j'ai redécouvert un papier publié il y a près de 20 ans dans Le Quotidien d'Oran. Il ne parle pas du passé. A sa manière, il entretient du présent en ce qu'une part importante des problèmes que nous rencontrons aujourd'hui y sont liés, une séquence de notre histoire que ne nous devrions pas mettre entre parenthèses.

Comprendre c'est établir un lien de causalité. Le mode d'existence de la communication instrumentalisée par la quincaillerie technologique ac-

tuelle, a une conséquence fâcheuse. Elle nous prive de la satisfaction d'un principe essentiel à la compréhension du monde et de notre monde : l'établissement d'un lien rationnellement réfutable entre causes et conséquences.

Ce n'est plus seulement d'histoire dont il s'agit (laissons-la aux historiens), mais de culture historique collectivement partagée et d'un retour salutaire, généalogique à notre engendrement.

Ni gouvernants ni gouvernés ne peuvent s'affranchir et éluder cette question redoutable : qu'avons-nous donc fait de notre liberté et de l'héritage de ceux qui ne sont plus là ?

Cela porte un nom, inscrit au fronton de notre devise nationale, la démocratie qui prescrit aux gouvernants de rendre des comptes et de livrer un bilan régulier aux citoyens sur le pouvoir qui leur a été confié. Cependant, ce serait se fourvoyer que

de retirer au peuple la responsabilité qu'il partage avec ceux qui dirigent son destin.

Il ne s'agit pas ici de démocratie formelle représentative qui dissout la légitimité politique dans les protocoles électoraux et les mandatures.

Par-delà les politiques, les élus, les ministres, les présidents... qui se sont succédés (au moins depuis 1980), nous sommes tous collectivement, politiquement et historiquement responsables de ce qui nous est arrivé. L'histoire est impitoyable avec les nations amnésiques. L'article ci-dessous n'est plus accessible dans les archives en ligne. Il a pour ainsi dire complètement disparu.

Deux décennies après, je le soumets à nouveau à nos lecteurs.

Je n'en retire pas une virgule.

Abdelhak Benelhadj

Accords de 1968 et essais nucléaires

■ Le poids du passé colonial dans la rhétorique contemporaine de Xavier Driencourt

Par Salah Lakoues

Ces accords sont un prolongement des accords d'Évian de 1962, marquant la fin de la guerre d'Algérie et l'indépendance de l'Algérie. L'un des aspects fondamentaux de ces accords est le régime particulier dont bénéficiaient les Algériens en matière de migration et d'accès au marché du travail, leur offrant des droits spécifiques par rapport aux ressortissants d'autres pays non-européens. Contexte et enjeux des accords de 1968 L'Algérie, nouvellement indépendante en 1962, a maintenu avec la France des liens économiques, culturels, et humains très forts, notamment en raison de la présence d'une importante diaspora algérienne en France. Les accords de 1968 ont permis de réguler les flux migratoires dans le cadre de la coopération postcoloniale, tout en offrant des facilités d'accès aux Algériens sur le territoire français. Cette spécificité a toujours été perçue comme un symbole fort de la relation postcoloniale particulière entre les deux pays. La campagne menée par Xavier Driencourt ancien ambassadeur de France en Algérie (2008-2012 et 2017-2020), a en effet exprimé publiquement, depuis plusieurs années, son opposition aux accords de 1968, les qualifiant de dépassés et défavorables à la France. Il fait valoir que ces accords offrent aux Algériens un traitement privilégié en termes de régularisation et de travail, un point souvent critiqué par certains milieux politiques de droite et d'extrême droite. La campagne de Driencourt s'inscrit dans un contexte de montée des débats sur l'immigration en France, exacerbés par la droite nationaliste, notamment le Rassemblement National (RN). Ce qui est particulièrement notable dans la position de Driencourt, c'est la tonalité virulente de ses propos à l'égard de l'Algérie, un pays où il a pourtant été en poste à deux reprises. Il semble avoir développé une posture hostile vis-à-vis de ce pays, ce qui contraste avec la réserve habituelle des diplomates. Cette haine réelle pourrait être liée à son positionnement idéologique proche des thèses de l'extrême droite, mais également à une vision nostalgique de la puissance coloniale française, et à un ressentiment envers l'Algérie pour son rôle dans la décolonisation. L'enjeu électoral et les perspectives politiques Driencourt semble parier sur une victoire éventuelle du Rassemblement National aux élections en France, ce qui pourrait lui permettre de prendre une position influente, peut-être même celle de ministre des Affaires étrangères, comme certains le suggèrent. Cela reflète une aspiration personnelle à peser sur les décisions futures concernant la politique étrangère française, notamment en ce qui concerne les relations avec l'Algérie. Une telle évolution pourrait conduire à une révision des accords de 1968, voire à leur annulation, dans le cadre d'une politique migratoire plus restrictive et en accord avec les positions du RN.

LA RELATION FRANCO-ALGÉRIENNE SOUS PRESSION

L'éventuelle remise en cause de ces accords pourrait détériorer encore davantage les relations franco-algériennes, déjà marquées par des tensions historiques et des incompréhensions récurrentes. Les accords de 1968, bien qu'ils soient un sujet sensible en France, sont également un symbole de la reconnaissance par la France de la spécificité de sa relation avec l'Algérie. Leur annulation serait perçue par beaucoup en Algérie comme un geste hostile, une rupture des engagements postcoloniaux, et un retour à des politiques de confrontation. La campagne menée par Xavier Driencourt s'inscrit dans un contexte politique où les questions migratoires et mémorielles sont instrumentalisées pour des gains électoraux. Derrière l'enjeu technique des accords de 1968, se cachent des dynamiques plus pro-

Les accords franco-algériens de 1968, dits « Accords de 1968, » constituent une série de conventions bilatérales entre la France et l'Algérie, qui régulent principalement la circulation, l'établissement et le travail des ressortissants algériens en France.

fondes de crispation identitaire et de réinterprétation des rapports postcoloniaux. La possible victoire du RN en France pourrait accentuer cette tendance et mener à une redéfinition des relations franco-algériennes, avec toutes les conséquences que cela implique sur le plan diplomatique, économique et humain. La déclaration de Xavier Driencourt, selon laquelle 10 % de la population française serait d'origine algérienne, constitue un argument à connotation raciste et s'inscrit dans une rhétorique souvent utilisée par des figures politiques et médiatiques liées à l'extrême droite en France. Ce type de propos tend à amalgamer immigration et problèmes sociétaux, en alimentant les peurs liées à la diversité culturelle, tout en sous-entendant que l'augmentation de la population d'origine algérienne serait une menace pour la cohésion nationale ou les décisions politiques.

ANALYSE DE L'ARGUMENT RACISTE. MANIPULATION DES CHIFFRES.

L'affirmation selon laquelle 10 % de la population française serait d'origine algérienne est exagérée et sert à alimenter une forme de « grand remplacement », une théorie conspirationniste souvent relayée par l'extrême droite, qui prétend qu'une immigration massive remplacerait les populations autochtones. En réalité, bien que la communauté franco-algérienne soit significative en France en raison de l'histoire coloniale commune, ce chiffre est largement surestimé et utilisé pour exacerber les craintes.

UTILISATION POLITIQUE DE L'IMMIGRATION.

Driencourt semble sous-entendre que la présence d'une grande communauté d'origine algérienne empêcherait le gouvernement français de prendre des décisions politiques fermes, notamment en ce qui concerne les accords franco-algériens de 1968. Cet argument sous-entend que la population d'origine algérienne aurait une influence politique et sociale disproportionnée sur le gouvernement français, une idée qui est non seulement infondée, mais également utilisée pour stigmatiser une partie de la population.

STIGMATISATION ET DIVISION SOCIALE.

Ce genre de propos contribue à la stigmatisation de la communauté franco-algérienne, en suggérant que cette population serait responsable de certains maux de la société française ou qu'elle exercerait une pression sur les choix politiques du pays. Cela nourrit la division sociale et favorise une perception négative de l'immigration, en l'associant systématiquement à des problèmes de sécurité, de déclin économique ou de perte d'identité nationale. Impacts d'une telle rhétorique Les propos de Driencourt ne sont pas isolés et s'inscrivent dans un discours plus large qui cherche à polariser la société française autour de la question de l'immigration, en particulier des populations d'origine maghrébine. L'utilisation de chiffres exagérés et d'arguments racistes vise à dresser un tableau alarmiste de la démographie française, alors que les défis sociaux et économiques sont souvent beaucoup plus complexes. Cette rhétorique joue également un rôle dans la montée de mouvements politiques comme le Rassemblement National (RN), qui capitalisent sur ces sentiments de peur et d'insécurité pour avancer un programme politique fondé sur la restriction de l'immigration et le repli identitaire. En tant que diplomate de carrière, Drien-

court prend ici une posture surprenante, surtout pour quelqu'un qui a été ambassadeur à deux reprises en Algérie, un pays avec lequel la France entretient des relations complexes et sensibles. Les déclarations de Xavier Driencourt sont non seulement infondées d'un point de vue démographique, mais elles alimentent également un discours raciste et diviseur en France. En exagérant l'importance de la communauté d'origine algérienne et en insinuant qu'elle influencerait les décisions politiques du gouvernement, il s'inscrit dans une rhétorique populiste qui cherche à instrumentaliser l'immigration pour des gains politiques, notamment en prévision de possibles victoires électorales de l'extrême droite. Ces propos, loin de contribuer à un débat serein sur les relations franco-algériennes ou sur la politique migratoire, renforcent les tensions et les préjugés au sein de la société française. Ma remarque fait écho à deux aspects distincts mais liés : d'un côté, la métaphore de « bombe atomique » utilisée pour décrire l'impact des accords franco-algériens de 1968 et, de l'autre, la réalité historique des essais nucléaires français au Sahara algérien, qui ont laissé une trace indélébile dans les relations franco-algériennes.

LES ACCORDS DE 1968 : UNE « BOMBE ATOMIQUE » DIPLOMATIQUE

Les accords franco-algériens de 1968 régissent les droits des Algériens en France, en particulier en matière de circulation, de séjour et de travail. Ces accords, signés dans un contexte post-colonial, étaient censés faciliter la gestion des relations entre les deux pays et encadrer la situation des ressortissants algériens en France. Cependant, ils sont devenus, dans l'esprit de certains, un instrument de tension, perçu comme une « bombe atomique » à cause de leur impact sur la démographie et l'immigration algérienne en France. Dans ce sens, Driencourt et d'autres figures proches de l'extrême droite critiquent ces accords, les considérant comme trop avantageux pour les Algériens, en particulier en matière de droits sociaux et de résidence.

Ils y voient une forme de « fardeau » pour la France, alors que pour beaucoup, ces accords représentent simplement un cadre légal structurant les droits des Algériens résidant en France. La dénonciation des accords de 1968 par Driencourt, dans son rôle de diplomate, semble motivée par une vision idéologique qui cherche à amplifier la question de l'immigration comme un problème national, ignorant les nuances historiques et diplomatiques. Les essais nucléaires français au Sahara : une bombe atomique bien réelle L'allusion à la bombe atomique fait également référence aux essais nucléaires réalisés par la France au Sahara algérien entre 1960 et 1966, alors que l'Algérie était encore sous colonisation française.

Ces essais, au nombre de 17 (dont quatre atmosphériques), ont eu des effets désastreux à long terme pour les populations locales et l'environnement. Les conséquences sanitaires de ces essais sont encore visibles aujourd'hui, et des voix continuent de s'élever pour demander réparation et reconnaissance de la part de la France. Ces essais sont un rappel du lourd passé colonial et de l'héritage toxique laissé par la France en Algérie. Le fait que Driencourt évoque les accords de 1968 comme une « bombe atomique » sans faire allusion aux véritables bombes atomiques testées en Algérie souligne une forme d'amnésie historique, ou du moins une minimisation des souffrances algériennes dans ce contexte. L'ironie de la situation est que la France, en tant qu'ancienne puissance coloniale, a testé

des armes de destruction massive sur le sol algérien, mais se trouve aujourd'hui préoccupée par des accords qui régissent simplement des relations migratoires.

L'OUBLI DES CRIMES COLONIAUX

Le discours de Driencourt, comme celui de certains membres de l'extrême droite, omet souvent les réalités du passé colonial français, préférant se concentrer sur la question de l'immigration pour diviser l'opinion publique. Ce faisant, ils semblent oublier que l'Algérie a été marquée par des décennies de colonisation, par la guerre d'indépendance, et par des événements aussi tragiques que les essais nucléaires au Sahara. L'oubli ou la minimisation des conséquences des essais nucléaires sur le sol algérien, dans ce type de discours, contribue à maintenir une relation asymétrique et conflictuelle entre les deux pays, où les injustices du passé sont éclipsées par des débats contemporains sur l'immigration. Pourtant, la mémoire des essais nucléaires reste une blessure profonde pour l'Algérie, et leur impact sur les relations bilatérales est toujours bien réel.

En comparant les accords de 1968 à une « bombe atomique », Driencourt utilise une rhétorique incendiaire visant à exagérer l'impact de ces accords sur la France, tout en omettant de reconnaître les véritables « bombes atomiques » qui ont été littéralement testées sur le sol algérien. Cela reflète une vision biaisée des relations franco-algériennes, où la France semble vouloir ignorer les cicatrices laissées par son passé colonial, tout en focalisant sur des questions contemporaines comme l'immigration, dans une perspective de division et de crispation sociale. Cette double réalité illustre la complexité des relations entre la France et l'Algérie, où les répercussions des actions passées continuent de façonner les tensions actuelles. Les essais nucléaires français au Sahara demeurent un symbole puissant des inégalités historiques, et les accords de 1968, malgré leur importance pour les Algériens vivant en France, ne peuvent être détachés de ce contexte plus large. Les déclarations de Xavier Driencourt, affirmant que l'Algérie chercherait à obtenir des visas pour « compenser » 132 ans d'occupation coloniale, révèlent une ignorance flagrante des réalités historiques et des souffrances profondes causées par cette colonisation. Si Driencourt ose tenir de tels propos sans vergogne, il devrait alors expliquer comment il évalue les crimes perpétrés durant la colonisation, notamment sous l'égide de figures telles que le maréchal Bugeaud, qui a orchestré des massacres atroces, ainsi que les tortures, les camps de concentration et de regroupement, et les mines antipersonnel disséminées en Algérie. Le colonialisme français en Algérie a été marqué par des décennies de répression, d'oppression et de déshumanisation systématique. Les massacres, tels que ceux de la vallée du Dahra en 1845, où Bugeaud a utilisé la « stratégie des enfumades » pour tuer des centaines de personnes en les asphyxiant dans des grottes, ou encore la torture institutionnalisée durant la guerre d'indépendance, ont laissé des cicatrices profondes dans la mémoire collective algérienne.

Quant aux millions de mines antipersonnel semées sur le territoire algérien, elles continuent, des décennies après la guerre, à mutiler et à tuer des innocents. Les souffrances des familles des martyrs, des « chahid », les 1,5 million d'Algériens morts pour la liberté, ne peuvent être mesurées en termes de visas ou de compensation matérielle.

Driencourt semble totalement ignorer que la question des visas, loin d'être une demande de « compensation », relève de la dignité humaine et des droits fondamentaux, surtout pour les descendants de ceux qui ont souffert sous le joug colonial. Si l'on devait parler de « compensation », il faudrait alors discuter de justice pour les crimes commis, de reconnaissance des souffrances infligées, et d'une mémoire partagée qui respecte la vérité historique.

Yahia El Sinwar, un héros flamboyant et déjà une légende

Par Djamel Labidi

Ses compagnons, des brigades d'Al Quassam, ont annoncé la mort du chahid dans un message sobre : « C'est un grand honneur pour notre mouvement de voir ses dirigeants se sacrifier avant ses soldats ».

La mort héroïque de Yahia Sinwar a eu un écho énorme dans le monde arabe, le monde musulman, sur toute la planète. Il est des hommes qui restent dans la mémoire des peuples. Il est mort les armes à la main. Il s'est battu jusqu'au dernier moment. Blessé, une main arrachée, il se battait encore. On n'oubliera jamais son geste incroyable, lui agonisant lançant un bâton sur le drone qui tournait autour de lui. Ce dernier geste de combattant devrait donner à réfléchir aux « supermans du Mossad » et de l'armée israélienne.

Ils n'ont cessé de chercher à impressionner les gens, et aussi leurs alliés et les leurs, par de prétendus pouvoirs supranormaux qu'ils détiendraient. Mais ils n'ont pu cacher qu'ils l'ont tué, en fait, « par hasard », et sans même le savoir. Il a fallu deux jours pour qu'ils s'en rendent compte. Ils avaient tellement peur d'entrer dans la maison où Abou Ibrahim s'était battu comme un lion, qu'il leur a fallu tout ce temps, même après avoir détruit la maison au canon, et avoir vérifié les lieux avec un drone. Cela donne une idée de leur forfanterie.

Ils ont caché d'abord les images Et bien d'autres, qu'ils avaient prises. Puis, ils ont été obligés de les montrer pour donner la preuve de sa mort. Ils ont dévoilé alors eux-mêmes l'âpreté de son dernier combat. Leur mensonge s'est écroulé, celui d'un chef caché dans des tunnels, fuyant le combat et Gaza.

Or il était, là, à quelques mètres d'eux, se battant à la tête de ses hommes, comme il le fait depuis plus d'un an. Un formidable message de courage, d'espoir et de lutte que les israéliens ont délivré eux-mêmes, bien à leur insu, aux palestiniens et à tous les résistants dans le monde. En mourant ainsi en martyr, Al Sinwar savait qu'il effectuait là un acte majeur, qu'il livrait à ses compagnons, à son peuple, à l'humanité souffrante, son dernier message: celui de continuer sans répit le combat. C'était sa dernière décision en tant que responsable de la lutte.

Yahia Al Sinwar a forcé l'admiration même de ses ennemis. Un épisode est à cet égard significatif. Le vendredi 18 octobre sur la chaîne LCI, un « ex » (mais toujours évidemment) fonctionnaire du Mossad, Raphael Jérusalem était convié à s'exprimer sur la question. C'est un habitué des plateaux français. Lui et ses amis y séjournent comme si c'était les leurs. Les yeux cruels, le rictus comme sourire, le visage impassible, l'agent a cru qu'il pourrait comme d'habitude imposer son récit. Il a voulu montrer que la mort de Yahiaoui Sinwar était un succès du à l'habileté des services de renseignement israéliens et il a cherché à dévaloriser le chef des brigades « El Quassam ». Eux les journalistes serviteurs du système, qui d'habitude n'osaient contredire cet agent du Mossad, lui ont pour la première fois coupé la parole, lui faisant remarquer que « ses services » ont fait une erreur en publiant les photos du dernier combat du chef de la résistance, car ils ont eux-mêmes ainsi montré qu'il combattait depuis plus d'un an et qu'il était mort en héros.

A la nouvelle de la mort de Yahia El Sinwar, les réseaux sociaux se sont enflammés dans le monde: peine, douleur, compassion, admiration. Un « testament » a immédiatement circulé. Il n'a eu aucune con-

Abou Ibrahim Yahia Al Sinwar est tombé le 16 Octobre au champ d'honneur. On dirait que cette expression a été faite pour lui. Il est mort sur sa terre de Gaza, où il est né.



firmation officielle. Vrai ou faux, peu importe, le testament est devenu viral. Les paroles y sonnent tellement vraies, tellement justes. Écoutons un extrait : « Si je tombe, ne tombez pas avec moi, mais portez pour moi un drapeau qui n'est jamais tombé, et faites de mon sang un pont que traversera une génération qui naîtra de nos cendres, plus forte. N'oubliez pas que la patrie n'est pas une histoire à raconter, mais une vérité à vivre, et que pour chaque martyr, naissent du ventre de cette terre mille résistants. »

Sur les réseaux l'image de El Sinwar a surgi, partout présente, magnifiée, mythifiée, glorifiée. Il est déjà devenu une légende.

DÈS LE PREMIER JOUR

El Sinwar a combattu plus d'un an, sur un petit bout de terre, Gaza (320 km²), le quart de la surface d'Alger (1190 km²), contre une armée de 350 000 hommes. Il était insaisissable. Il a défendu son peuple. Il a souffert avec lui. Il a affronté probablement la force la plus cruelle de l'Histoire.

Dès le premier jour, le projet de génocide était clair. Ils avaient pour projet la solution finale qui semble être une obsession de leur conscience torturée, fausse ou vraie conscience historique, on commence à en douter, car comment refaire les mêmes crimes dont on dit avoir tant souffert ?

Rappelons-nous le premier jour du début annoncé du génocide: « nous les affamerons, nous les tuerons mourir de soif, de faim, nous les tuerons comme des animaux humains » ont-ils déclaré clairement, sans honte.

Le 8 Octobre des centaines de canons et de chars ont été mis en ligne sur des km autour de ce petit bout de terre de Gaza. Les palestiniens à Gaza retenaient leur souffle. Puis toutes les armes ennemies se sont mises à tirer ensemble dans un roulement de tonnerre monstrueux, ininterrompu, jour et nuit. Le 23 Octobre, 90 avions bombardent sans relâche. Israël tire dans le tas, de la terre, et du ciel. Les immeubles, les maisons se sont mises à s'écrouler sous les coups, comme des châteaux de cartes. Le 11 septem-

bre puissance n. 80 000 tonnes de bombe sont fournies, en un an, par « l'oncle Sam » qui essayait, comme d'habitude, de regarder ailleurs, dans sa vieille culture des génocides, les « indiens », l'esclavagisme, Hiroshima, Nagasaki, etc.

Cela fait plus d'un an que dure le massacre. On peut dire, sans grand risque de se tromper que, quelques soient les massacres qui ont jalonné l'Histoire, aucun n'a atteint cette férocité. La raison est simple, ce massacre on le voit, il se déroule devant nos yeux, en direct, comme une retransmission télévisée, en direct sur les chaînes d'El Jazeera, palestiniennes et autres.

Dans le monde entier, on regarde mourir, agoniser les palestiniens. Et les Israéliens continuent nuit et jour, la nuit surtout, car elle ajoute à leur plaisir de semer l'effroi, et les américains continuent de charger leurs canons, leurs avions. C'est peut-être le plus odieux des rôles échus aux citoyens américains. Il les déshonore. L'un d'eux, Aaron, un soldat de l'aviation américaine, s'est immolé par le feu, le 25 février 2024, pour « ne plus être complice de ce génocide » dit-il dans son dernier message, pour refuser ce déshonneur et dénoncer, par le sacrifice de sa vie, cette honte pour sa nation.

Certainement que dans l'Histoire, même les nations les plus féroces, même les empires les plus cruels se seraient arrêtés si on les avaient vus, comme on voit ainsi les crimes commis par les israéliens et les Etats Unis.

Les israéliens n'en avaient cure au début, croyant probablement à sidérer ainsi, terroriser les palestiniens et le monde arabe, les dissuader à l'avenir de toute résistance. Puis ils se sont aperçus, avec les dirigeants occidentaux, du désastre moral pour eux.

C'est pour cela que les médias en Occident ne diffusent désormais pratiquement aucune image du martyr palestinien. Ils ont trouvé pour argument que leurs journalistes sont interdits d'entrée à Gaza par l'armée israélienne. Ils se moquent du monde. Les images du carnage permanent sont diffusées en direct et en boucle sur les télé arabes. Il suffit de les reprendre. 170 journalistes palestiniens sont morts, jusqu'à présent, pour informer le monde de

ce qui se passe à Gaza. C'est même une situation nouvelle, incroyable pour l'information: les victimes qui filment elles-mêmes leur génocide. On ne peut imaginer position plus condamnable, plus méprisable que celle des personnels de ces médias occidentaux de service. Comment pourront-ils affronter l'opinion et d'abord leur conscience plus tard.

Les palestiniens ne filment pas seulement leur mort. Ils filment aussi leur combat. Les brigades palestiniennes d'El Qassem fournissent régulièrement les images de leurs attaques contre l'armée israélienne. Il faut un sacré courage pour se filmer en combattant. Pendant cela les soldats israéliens tuent les civils.

Ils sont 350 000 soldats. Mais ces soldats, en fait, sont en sursis. Quelle vie vivront ceux qui survivront. Ils traîneront une vie faite de cauchemars, d'obsessions mortifères, et, pour les meilleurs d'entre eux, de sentiments coupables. La presse, le « Times Of Israël » (2 février 2024), « l'Orient-Le Jour » (14 Aout 2024), CNN (20 Octobre), signalent déjà que des milliers de soldats israéliens sont victimes de problèmes de santé mentale. Verrait-on un résistant palestinien en souffrir de même. C'est toute la différence entre une mauvaise cause et une cause juste. Qu'on se souvienne du prix payé de la même manière par les soldats américains au sortir des guerres du Vietnam, d'Afghanistan, d'Irak, des soldats français au sortir de la guerre d'Algérie. Rendez-vous dans dix ou vingt ans. On ne commet pas l'indicible, on ne sort pas de l'humanité, impunément.

50 000 morts, 100 000 blessés, les israéliens appellent cela des « victimes collatérales ». Les médias occidentaux asservis le répètent. Comment cet Occident pourrait-il à l'avenir vivre avec le monde, nous regarder dans les yeux. Les vrais, les seuls victimes collatérales sont les combattants qu'ils ont tués, par hasard, sans le savoir d'ailleurs. Ils ne peuvent d'ailleurs jamais les recenser.

La vérité, et chacun le sait, c'est qu'ils veulent tuer tous les palestiniens. Et que dans leur inconscient génocidaire, ils sont, pour eux, tous des « Hamas », tous des combattants ou de futurs combattants, même les enfants...

Agriculture et variabilité climatique

Par Abdelkader Khelil*

Ce n'est qu'à ce prix qu'on pourra atténuer quelque peu, les effets pervers de cette mondialisation sauvage et inhibitrice, que nous impose l'empire arrogant et malveillant de la finance internationale, dans sa quête insatiable de toujours et encore plus, de profit sonnante et trébuchante.

De par sa toxicité sans limite, cette mondialisation imposée par la puissance de l'argent, empoisonne l'existence des gens. Elle porte atteinte aux équilibres des milieux de vie de bon nombre de communautés et par voie de conséquence, à la dignité des êtres humains dans ce qu'ils ont de plus précieux, à savoir: l'authenticité de leurs modes de vie et leurs cultures.

Au plan du principe, il est vrai que le développement durable est à considérer comme étant le meilleur moyen de préserver les intérêts des générations futures, et d'assurer la pérennité des êtres vivants à l'échelle de notre planète bien malmenée, faut-il le déplorer. Il est de ce fait, un style de gouvernance qui donne une meilleure lisibilité aux actions de tout État supposé être, stratégique. Ce dernier a pour obligation : d'anticiper les risques et les effets négatifs susceptibles d'affecter la cohésion de sa société, son unité nationale et même son intégrité territoriale, si l'on n'y prête pas suffisamment attention.

Encore faut-il être, très vigilant par rapport à ce concept galvaudé à outrance par les occidentaux qui en usent et abusent, comme pour se donner bonne conscience, après avoir hypothéqué pour très longtemps, l'équilibre des écosystèmes, tel celui de la forêt amazonienne, porté atteinte à la couche d'ozone par effet de serre et désertifié tout le continent africain. C'est en effet, suite à la prédation de ses ressources forestières qui assuraient naguère, sa bonne couverture végétale, que ce continent est soumis à des érosions pluviales et éoliennes, d'où la perte de la fertilité de ses sols. Il est donc à se demander qui sont au juste, les véritables « sauvages » ! Est-ce les Africains et les Sud-américains, ou bien les Occidentaux leurs colonisateurs ?, qui de surcroît, avaient aussi un penchant génocidaire.

Chez-nous aussi, l'occupation française de notre pays sur plus d'un siècle, a laissé ses empreintes sur un territoire défiguré à travers ses espaces montagneux et ses parcours steppiques. C'est là, est dû à l'application du code infamant de l'indigénat et de l'utilisation du napalm qui a porté atteinte au patrimoine forestier, aujourd'hui réduit à une peau de chagrin (avec une couverture estimée à moins de 9%), malgré tous les efforts entrepris depuis l'Indépendance. France coloniale civilisatrice de peuplades sauvages, nous a-t-on dit !

Tout cela pour dire, que l'obligation de vérité nous amène à considérer la destruction des équilibres écologiques et le réchauffement de la planète, comme étant la conséquence des guerres coloniales, des appétits féroces des multinationales, du mépris des civilisations anciennes et de leurs technologies traditionnelles. Et cela perdure, depuis l'avènement de la révolution industrielle du 19^{ème} siècle. Sinon, comment expliquer que l'Amérique, en « gendarme du monde », reste encore, le plus grand prédateur des ressources énergétiques et le premier pollueur de la planète ?

Cette ruine écologique orchestrée par l'empire du mal et dont la traduction est le réchauffement climatique, est une menace réelle pour la paix et la sécurité dans le monde. Il est donc à craindre, que dans leur quête de redressement de la croissance économique qui les obnubile au point de perdre le sens de la mesure, les pays industrialisés ne soient amenés à accentuer davantage, leurs pressions sur les écosystèmes fragiles, autrement dit, sur le patrimoine de l'humanité toute entière. Et dire que cela se fait bien évidemment, en dépit de la misère des plus démunis et de la famine qui a déjà atteint de larges pans de la planète, à l'échelle des continents africain et asiatique et des pays d'Amérique du Sud.

Cette arrogance des puissants est d'autant plus insupportable, qu'il est demandé aux pays pauvres, de surcroît endettés, de restaurer les équilibres de leurs milieux éco-

À bien observer attentivement la marche du monde cruel d'aujourd'hui, lui, qui est censé nous assembler et nous unir, il est bien évident qu'il n'y aura guère de place pour les pays faibles. C'est-à-dire, ceux qui n'auront pas su identifier leurs atouts et mobiliser leurs moyens. Encore faut-il préciser, que cet élan salvateur, requiert bien évidemment, de la synergie autour d'actions mûries et une volonté collective, exprimée en mode gouvernance choisie et affirmée.



logiques au risque de pénalités préjudiciaires à leur survie. « La raison du plus fort, étant toujours la meilleure », nous a déjà avertis, Maître De La Fontaine ! Il n'y a donc pas, de quoi s'en étonner outre mesure ! Tout le reste, n'est que ruse, faux-fuyant et bien sûr, propagande mensongère ! Aussi, importe-t-il de dire, que le développement durable ne saurait être une directive des plus forts, en direction des plus faibles.

Il se doit donc, d'être tout au contraire, une responsabilité partagée entre tous les peuples de la planète. Nous pouvons même dire, que dans notre position de victimes expiatoires en raison de la prédation sur nos ressources, nous Africains, sommes tentés de porter très haut le cri de notre colère, en disant, que ce diktat ne nous concerne pas. Faut-il rappeler à nos colonisateurs, que nos ascendants étaient à leur manière, précurseurs de ce concept avant leur arrivée chez-nous ?

Cette affirmation est étayée par l'attitude de ces êtres formidables qu'ils étaient et qui ont su donner un sens à leur existence, dès lors qu'ils ont su vivre en harmonie et en communion avec leur environnement et les ressources qui leur prodiguaient la survie. Ils avaient compris dans leur « galère » au quotidien que tout ce qui est rare, est précieux, parce que non renouvelable. C'était là, leur croyance !

Ils s'employèrent alors, à gérer les ressources naturelles en déployant des trésors d'ingéniosité qui au fil du temps, allaient donner lieu à l'émergence de technologies traditionnelles qui ont épâté bien des scientifiques, des chercheurs et des inventeurs des temps modernes. Tel est le cas du système traditionnel d'irrigation par foggara dans le Touat (Wilaya de Timimoun) et le Gourara (Wilaya d'Adrar).

Ce mode d'irrigation traditionnel intègre tout à la fois, la notion d'économie de l'eau de plus en plus rare, le principe d'équité dans la répartition de la ressource, la couverture des besoins essentiels de chaque élément de la société ainsi que la prévention des litiges, afin d'éviter que ne soient perturbées, la convivialité et la cohésion sociale de la communauté, alors que régies par le principe cardinal du vivre ensemble.

Cela est aussi le cas de la vallée du M'Zab, d'Oued Souf, des Zibans, d'Oued Ghir, de Meniaa et de la Saoura où furent érigés des systèmes oasiens millénaires dans un contexte hyper aride, à la faveur de la gestion parcimonieuse des ressources rares et de la conception d'un type d'habitat adapté à l'aridité du milieu. C'est ça le génie et c'est aussi cela, la civilité et l'esprit citoyen ! Cette parcimonie dans la gestion des ressources rares a fait de nos ancêtres, des êtres admirables qui ont utilement marqué leur histoire et participé à l'édification du patrimoine civilisationnel de l'humanité.

Rien à voir avec l'agriculture californienne de la « prospérité » en mode « trompe l'œil »,

développée sur la base d'OGM (organismes génétiquement modifiés) qui a fait chez-nous, des oligarques de notre « issaba », ses émules. Ils ont entraîné dans leur sillage des gouvernants crédules qui se gargarisaient de satisfécits, de leurs prétendues réussites. Il est maintenant prouvé, qu'à la faveur de travaux scientifiques, qu'à 88%, les OGM ont été créés que pour augmenter l'utilisation aux pesticides, une des principales causes de la destruction des écosystèmes naturels. Cette pratique et en même temps, source de gros profits pour des multinationales, qui ne se soucient guère de la santé des êtres humains et encore moins de celle des animaux. Le plus grave est la perte de semences bien adaptées, d'où la régression de la biodiversité.

Le respect de la gestion communautaire des ressources sans hypothèque sur les intérêts des générations futures, autrement dit, la culture du strict nécessaire « el kanaa », est la meilleure forme d'expression d'une responsabilité partagée, par rapport à la permanence des valeurs et la survie d'une nation. Cette symbiose entre l'homme et son milieu, si bénéfique au bien-être social, à la durabilité et à la préservation des équilibres, s'est malheureusement effilochée au fil du temps, suite à cette négation des valeurs morales et des vertus d'antan considérées injustement, comme déshérentes.

De nos jours, cela a laissé place à de nouvelles attitudes de narcissisme éhonté, faisant fi de la dégradation des ressources et de la spoliation de la chose publique. C'est ainsi, que de précurseurs de développement durable, nous sommes devenus à notre tour, nous aussi, prédateurs de ressources rares non renouvelables. Cette attitude s'est traduite par la reconversion de bon nombre de nos exploitations agricoles à fortes potentialités, en lotissements, hangars de divers usages, en aires de production et de stockage de matériaux de construction.

Cette spoliation des richesses de la collectivité nationale, s'explique par l'attitude laxiste manifestée à l'égard de bénéficiaires d'exploitations agricoles individuelles (EAI) et exploitations agricoles collectives (EAC), le plus souvent tentés par la recherche du gain facile. Et dire, que tout en faisant fi de la restauration du potentiel productif qui leur a été concédé aux fins de la pratique agricole, ils n'ont pas été déçus de leurs droits et poursuivis pénalement, pour détournement et destruction de terres agricoles de la nation.

Cette situation est d'autant plus déplorable qu'elle se conjugue aux effets des changements climatiques dont la traduction est la flambée des prix des produits alimentaires de première nécessité, tels les céréales, les légumes secs, le lait, les viandes, l'huile, mais aussi, des aliments du bétail et des petits élevages. Cet impact négatif sur le revenu des

ménages est un signe de mauvais augure, qui ne peut laisser indifférents, non seulement les pouvoirs publics mais aussi et surtout, la communauté scientifique et technique plongée dans une sorte de somnolence sidérante.

Ceci d'autant plus que les disponibilités alimentaires à l'échelle planétaire seront de plus en plus réduites, eu égard à la forte demande des pays émergents, notamment la Chine et l'Inde. Selon la FAO, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord sont tout particulièrement exposés aux pénuries d'eau. Une hausse de température de l'ordre de 3°C, pourrait entraîner un stress hydrique pour plus de 155 à 600 millions de personnes.

C'est pourquoi, la question des changements climatiques inquiète bien des pays et même ceux à climat tempéré. C'est ainsi qu'en France par exemple, l'on s'active déjà à développer des scénarii aux horizons 2050 et 2100, non seulement pour mesurer les effets de ce phénomène, mais aussi, pour élaborer des stratégies de prise en charge de cette question centrale.

Chez nous, la réaction par rapport à cette question doit être tout au moins comparable à celle de ce pays, bien qu'il soit mieux nanti en ressources hydriques. Elle est à inscrire comme risque majeur, d'autant plus que le ratio surface agricole utile par habitant n'est que de moins 0.2, que nos disponibilités en eau d'irrigation demeurent limitées et que notre sécurité alimentaire reste fortement dépendante des importations en produits alimentaires de première nécessité.

En l'absence d'une réaction énergique et dans l'attitude du laisser-faire, il est à craindre que notre pays qui risque d'être totalement inscrit dans l'aridité, serait dans seulement une ou tout au plus deux décennies, dans des situations comparables à celles du Soudan, du Mali, du Niger, de la Mauritanie d'aujourd'hui, ou tout au moins, des pays du Moyen Orient.

Dans cette situation, les modifications attendues de la géographie agraire tant au plan physique qu'économique, devraient s'accompagner par plus de paupérisation des populations pastorales et par des migrations massives vers les régions du Nord. Il n'est pas difficile d'imaginer qu'à la suite de cela, s'en suivra une quasi littoralisation du pays suite à des migrations climatiques, un effritement des solidarités et une menace durable sur la cohésion sociale et notre bien-être.

Ceci d'autant plus, qu'à ces migrations internes, devraient s'ajouter celles des pays subsahariens qui n'auront pour seul choix que de chercher encore et encore refuge dans les régions algériennes du Nord, relativement plus clémentes, dans l'attente du risque de l'aventure de l'immigration outre-mer (devenue de plus en plus difficile). Cette chimère qui entretient le rêve chez les démunis et les mal nourris, que l'égoïsme des pays riches a relégués au banc de l'humanité.

Ce scénario catastrophe déjà amorcé, ne cesse de s'amplifier dangereusement en l'absence de la mise en place d'un plan pluriannuel de grands travaux, à même de prévenir les effets pervers des changements climatiques. Il est une manière d'interroger les consciences et d'avertir les pouvoirs publics sur l'ampleur de ce risque majeur, sans pour autant ajouter à l'angoisse de nos concitoyens et sans verser dans le fatalisme.

Il est développé à titre pédagogique, pour dire que la variabilité du climat, du fait ou non de l'action de l'homme, est à considérer dès à présent par les pouvoirs publics et particulièrement par les départements ministériels en charge de cette question, comme une constante pour la mutation de notre agriculture qui doit se préparer à inscrire sa dynamique dans l'option incontournable de l'aridiculture. Tel est mon avis, sur cette question majeure !

*Professeur

L'administration publique algérienne, cette mal-aimée !



Par Cherif Ali

**ADMINISTRATION :
MOT FEMELLE QUI COMMENCE
COMME ADMIRATION ET FINIT
COMME FRUSTRATION !**

Pour le commun des citoyens, l'administration, en l'état, reste un labyrinthe de ruelles sinueuses, emmêlées, tortueuses, où il ne fait que se heurter à des difficultés d'accueil, au manque d'informations, à la complexité des procédures, à l'inertie des responsables et à l'impéritie des agents.

Et, pour couronner le tout, l'abus d'autorité et l'inapplication du droit.

Ce sont des aspects comme ceux-là qui donnent l'image d'une administration mal-aimée, dans toutes ses composantes, qu'elles relèvent des services centraux ou de ceux dits déconcentrés.

Ce n'est pas, bien évidemment, une tare spécifiquement algérienne, car, réellement, quelle est cette société qui peut se vanter d'avoir une administration parfaite ?

Le fait est là : l'administration reste incontournable, et les services publics qu'elle assure, s'ils ont une raison d'être, c'est bien sûr celle consistant, majoritairement, à fournir des prestations aux citoyens. Mais lorsque celles-ci présentent des défaillances, elles deviennent, fatalement, un ensemble de désagréments et surtout d'illusions pour eux.

**PARTOUT DANS LE MONDE
LES RELATIONS ADMINISTRATION-
CITOYENS SE CARACTÉRISENT
PAR DES HAUTS ET DES BAS,
MAIS LE PLUS SIGNIFICATIF, C'EST
LA RÉGULARITÉ DE LA COURBE :**

Elle ne doit pas traduire un état de mauvaises relations. Évoquer ces mauvaises relations, cela signifie tout simplement qu'il faut mettre le doigt sur une réalité amère, vécue par le commun des Algériens, difficilement évitable, produit normal de tout appareil bureaucratique : l'administration fonctionne mal, au point où parfois elle dessert plus qu'elle ne sert.

1. En théorie, elle est supposée être au service de l'intérêt général, soucieuse du respect du droit, n'ayant pour buts que ceux consistant à remplir convenablement les missions qu'on lui assigne, notamment les missions de service public.

2. Dans la réalité, l'administré qui se présente à elle a l'impression d'être livré à son propre sort ou, pis encore, d'être l'intrus qui dérange les responsables qui « n'ont pas que ça à faire », c'est-à-dire se préoccuper de lui et de son devenir.

3. Et, quand quelqu'un daigne enfin l'écouter, il doit, au mieux, administré qu'il est, improviser un bref exposé afin de justifier sa présence dans les couloirs de l'administration.

4. Dans ce cas précis, il n'est pas à l'abri d'entendre une réponse lui signifiant de « revenir plus tard », l'heure étant, par exemple, aux « préparatifs des élections » !

5. En réaction, l'administré qui peste contre l'État se trompe de cible : en réalité, c'est à l'administration qu'il a eu affaire et d'où il est reparti bredouille !

Oui, mais posons-nous la question de savoir pourquoi cet administré est reparti bredouille. C'est peut-être aussi de sa faute, lui qui ignore tout des procédures administratives en usage, des jours de visite, et qui, peut-être, ignore même tout de la structuration de sa propre commune.

**CELA DIT, ON PRÉSENTE TOUJOURS
L'ADMINISTRATION COMME LE
BRAS DE L'ÉTAT, MAIS ON NE DOIT
PAS PERDRE DE VUE QUE C'EST UN
BRAS QUI DISPOSE, EN RÉALITÉ,
D'UNE AUTONOMIE VOISINE DE
L'INDÉPENDANCE**

L'administration, c'est la réglementation appliquée dans toute sa rigueur, l'administré, lui, est censé ne pas ignorer la loi !



D'ailleurs, tous les textes juridiques, du plus important à la simple circulaire, sont élaborés, pensés, réfléchis et discutés dans les sphères de l'administration et ne peuvent, conséquemment, échapper aux avis, observations et amendements de celle-ci, avant d'arriver à leur approbation.

Elle reste incontournable, et les services publics qu'elle assure, s'ils ont une raison d'être, c'est bien sûr celle consistant, majoritairement, à fournir des prestations aux citoyens.

Mais lorsque celles-ci présentent des défaillances, elles deviennent, fatalement, un ensemble de désagréments et surtout d'illusions pour eux.

Conséquemment, un mur d'incompréhension s'installe entre l'administration et les administrés et le fossé se creuse davantage ; il en est de même de la confiance qui s'effrite.

La contestation s'installe forcément !

On demande le départ des élus, on conteste les walis. On ne veut plus de cette administration fondée sur l'autoritarisme, sur le repli, le clientélisme et où s'entremêlent des notions confuses d'intérêt général, d'intérêt public, d'ordre public ou d'intérêt du service.

**L'ADMINISTRATION, DEPUIS 1962,
CONTINUE D'APPARAÎTRE COMME
OPAQUE, CLIENTÉLISTE ET
INHUMAINE POUR LES ADMINISTRÉS**

Elle leur est, de leur point de vue, injuste, contrairement à ceux, une minorité, « qui ont leurs entrées » et qui, par des pratiques condamnables, faut-il le rappeler, arrivent à tous les coups à se faire entendre et à concrétiser leurs demandes, dont certaines sont à la limite de la légalité.

Là, il faut le dire et le dénoncer : qu'un responsable sache qu'il peut en toute impunité défier la règle de droit pour lui supplanter ses propos critérés et apporter à ses connaissances son « petit coup de pouce » est tout simplement intolérable, mais malheureusement usité dans l'administration telle qu'elle est pratiquée dans nos contrées d'ici-bas !

Et n'importe quel citoyen peut citer une foultitude d'exemples du genre pour accréditer cette affirmation et justifier son désamour de l'administration.

Il va sans dire que cette façon de faire est, heureusement, circonscrite à quelques cas et qu'elle ne concerne pas toute l'administration, encore moins l'ensemble des agents qui y officient.

MAIS LE DANGER EST LÀ !

L'État peut décider des projets les plus ambitieux, donner les instructions les plus louables, signer les textes les plus audacieux et se rendre compte que son appareil d'exécution est atteint de paralysie, de bureaucratie, et ne répond pas aux objectifs assignés.

Le président Abdelmadjid Tebboune avait tenu à dénoncer des pratiques bureaucratiques « antinationales » qui étaient derrière le blocage de pas moins de 402 projets pouvant être à l'origine de la création de 75 000 postes d'emploi. Un véritable « crime » économique, a-t-il estimé à l'ouverture de la conférence nationale sur la relance industrielle en prenant à témoin Merad Brahimi qui, médiateur de la République d'alors, était chargé de débroussailler cet embrouillamini.!!!

QUE FAUT-IL FAIRE EN PAREIL CAS ?

- décider de déplacer les responsables, en nommer d'autres plus compétents, oui, peut-être ;
- faire tourner les agents plus ou moins confrontés à ces risques, les permuter, peut constituer une solution ;
- se refuser à admettre de telles situations qui concernent peut-être des cas isolés et dire que tout va bien dans le meilleur des mondes, c'est quelque part vouer à l'échec toute volonté de progresser.

**ET QUAND BIEN MÊME
IL N'EXISTERAIT QUE QUELQUES
CAS RARES, IL FAUT SE GARDER DE
LES QUALIFIER D'INSIGNIFIANTS :**

1. On doit, au contraire, les considérer comme une tumeur qui risque de gangrener, à terme, tout l'appareil administratif.

2. On ne doit pas amplifier outre mesure le sujet au point de le noyer dans l'immense problématique de la réforme du service public, concept encore à la recherche de sa propre définition, et d'en faire un ministère qui se cherche encore, perdu qu'il est dans la « transversalité » dans laquelle on l'a confiné.

La solution ne doit pas aussi, consister dans la création d'un ministère chargé de la réforme du service public, budgétivore, inutile, qui ne servirait qu'à recycler un personnel en panne d'idées. Tenez, ce ministère qui avait assuré pourtant sa tutelle sur la direction générale de la Fonction publique n'avait pas fait montre de la moindre réaction concernant le scandale du « gel de 140 000 postes de travail », qui avait pénalisé tant et tant de demandeurs d'emploi, qui étaient en droit de demander des comptes et d'exiger des sanctions en rapport pour les auteurs.

Et puis, que pouvait faire ce département sachant, comme l'expérience l'a démontré, le mauvais accueil de l'administré, le manque de transparence des décisions administratives ?

En un mot, tous ces aspects négatifs ne nécessitent ni lois, ni décrets, ni des réformes décidées à partir du Palais du gouvernement pour être supprimés ou tout au moins atténués.

Le président de la République, excédé par l'inertie de certains responsables, appelle

à mettre un terme à la bureaucratie qui a brisé le rêve des jeunes et les a empêchés de concrétiser leurs projets :

· Ils ne seront plus soumis au parcours du combattant pour la création de leurs entreprises !

· Le système déclaratif sera désormais adopté. Un fonds sera dédié au financement des start-up.

· Dans la foulée des mesures prises, il y a lieu de relever également cette annonce de création d'une « inspection générale » rattachée à la présidence de la République. Cette structure est censée lutter contre la chaîne rouillée et alambiquée des bureaucrates, responsables notamment du blocage de la machine économique locale.

Le Président Tebboune, rompu aux arcanes de l'administration et fort de son sens aigu du détail et des chiffres, sait évaluer avec justesse l'écart pouvant exister entre une décision prise au sommet de la hiérarchie et son application effective sur le terrain.

Fort aussi d'une longue et riche expérience de haut commis de l'État accumulée au cours de ses passages dans plusieurs secteurs aussi différents que la Communication ou l'Habitat, il veillait, lors de ses visites, à secouer la torpeur administrative locale, relançant là un projet en souffrance, changeant un responsable frileux ailleurs ...

Bannissant les attitudes pontifiantes et le langage ampoulé, s'informant sans cesse de l'avancement des projets en cours, le chef de l'État, en homme de terrain, n'a de cesse, là où il se rend, de donner des directives claires et réalisables en vue d'apporter des solutions aux spécificités des populations locales et à leurs attentes légitimes en termes d'amélioration des conditions de vie et de travail, sans démagogie ni promesses utopiques.

Mais cela ne saurait constituer la panacée, il appartient alors aux autorités locales, et d'abord aux walis de la République, de sortir de leur tour d'ivoire pour descendre sur le terrain prendre le pouls du corps social et non de réagir à la seule injonction de la haute hiérarchie.

Il s'agira aussi, et plus singulièrement dans les nouvelles wilayas, de combattre avec pugnacité et, par la numérisation dans tous les azimuts, le phénomène épuisant de la bureaucratie, invisible mais ô combien présente, qui obère les efforts des pouvoirs publics en générant dans son sillage le phénomène autrement toxique de la corruption contre lequel le Président oppose le bouclier de réformes qui portera la dimension éminemment économique de son second mandat.*

En mettant, ainsi, les ministres et, au-delà, les fonctionnaires de l'État, devant leurs responsabilités lors du dernier conseil des ministres, le Président Tebboune envoie une sérieuse mise en garde.

*Cohésion sociale El Moudjahid du 22/10/2024

PRÉSENCE DE FEMMES



Médiatic
Par **Belkacem Ahcene-Djaballah**
Livres



LES FEMMES DE NOS VIES.
Roman de Canesi et Rahmani. Editions Dalimen, Alger 2024, 360 pages, 1 500 dinars.

Trois femmes : deux mères, Suzanne et Malika, l'une Française et l'autre Algérienne et Elena, une ancienne compagne de Mourad. Trois hommes : Mourad, un beau jeune homme, médecin de son état, installé à Paris, l'ombre de Nicolas (qui s'est suicidé), son compagnon et Pierre, un ami d'enfance.

Presque tous se retrouvent à Paris au chevet de Mourad, accidenté (un accident de moto «facilité» par sa dépression suite à la disparition de son «ami»).

Chacun(e) de son côté remonte le temps et essaie de sauver ce qui reste du «désastre amoureux», encore mal saisi (le Sida et l'homosexualité) à l'époque. Seul l'amour porté à la progéni-

ture peut sauver les désespérés. Après Paris, c'est une retraite au cœur de l'Auvergne, en pleine campagne, par le passé lieu de vacances de la famille de Mourad que les femmes de la nouvelle famille tentent de reconstruire.

Mourad retrouve un de ses amis d'enfance, Pierre, sosie aussi beau de Nicolas, et retrouve, peu à peu, la santé... et l'amour. Les deux mamans (de Mourad et de Nicolas) peuvent en toute tranquillité, retourner à leurs fourneaux, l'une à Alger et l'autre sur la Côte d'azur... et Elena s'en ira bien loin, enceinte presque «accidentellement» de Mourad, au Canada.

Notes : -Toujours cette détestable manie d'introduire dans les romans écrits par les «autres» (les nôtres sont beaucoup plus que la vie politique) de «comparer» la vie à Alger, «ville sale, défigurée et triste et où l'ascenseur ne fonctionne qu'une semaine sur deux»... et à Paris, «ville toujours claire et joyeuse». Bien sûr, presque toujours à notre désavantage. A signaler un «texte» du «jeune» Winston Churchill, pp 219-220, sur les «terribles malédictions que la foi mahométane fait peser sur ses fidèles...»

Les Auteurs : Un Algérien et un Français. Le premier, médecin anesthésiste et le second médecin dermatologue, tous les deux en permanence, témoins, en direct, de douleurs humaines. Déjà auteurs, ensemble, de plusieurs romans dont le premier, en 2006, «Le Syndrome de Lazare» (sur l'arrivée du sida en France) a été adapté au cinéma par André Téchiné, sous le titre «Les Témoins». Le second livre, «La douleur du fantôme» a été édité en 2010. Leur troisième, «Alger sans Mozart» a été édité par les Editions Dalimen (Alger) en 2013 et un autre «Ultime preuve d'amour» a été édité en 2020, toujours aux Editions Dalimen. Il y a, aussi, «Villa Taylor» (Editions Anne Carrière, Paris 2017). En 2022, ils ont même publié un essai, toujours chez Dali-

man, «Bien portant avec La Médecine du Prophète».

man, «Bien portant avec La Médecine du Prophète».

Extraits : «Partout des tableaux, des gravures, pas un seul pan de mur nu. La profusion pour combler le manque ?» (p 53), «Un médecin aide à vivre et non à mourir. Il est hostile à l'euthanasie. Certains collègues n'ont pas cette éthique, ils condamnent à mort puis exécutent, s'arrogeant les pouvoirs du juge et du bourreau» (p 62), «L'opium des suicidaires est la mort elle-même. Ils promettent : jamais ils ne recommencent ; ils manipulent leur entourage avec de belles paroles alors même que le passage à l'acte est imminent. La quête compulsive de ce qui assouvit leur irrépressible besoin de plaisir pour les toxicomanes ou de mort pour les suicidaires est un trait de leur pathologie» (p 145).

Avis Un roman assez intime qui analyse et présente les méandres de la sexualité à travers les expériences douloureuses, faites d'amour et de souffrances (dont celles dues au Sida). Une œuvre assez déprimante, heureusement bien rédigée... mais hors de «notre temps... et de notre univers» habituels.

Citations : «Les hôtels sont une allégorie de la vie, on y croise des gens inconnus que l'on ne reverra jamais» (p 67), «Un coup (dur), c'est passer, le malheur est durable. Un coup est transitoire et surtout évitable» (p 117), «Les mères, quand elles aiment, sont capables d'entendre l'inaudible» (p 137), «Le malheur et le bonheur sont des jumeaux inséparables, ils se jouent de nous. Vivre, c'est accepter l'un et l'autre» (p192), «Quand on est jeune et que la vie s'étend infinie à nos pieds, chaque point d'interrogation est une promesse» (p 195), «Le rôle de mère est ardu, ce qui semble si naturel est en réalité un parcours du combattant. Il faut apprendre à gérer les obstacles, les surmonter, chuter parfois» (p 353).

Extraits : «Mon pays est cet archipel aux filiations multiples, souterraines, aux identités plurielles qui creusent la matière de son histoire» (Karima, p 15), «L'Algérie (...) est une très belle femme, généreuse et splendide, elle a des enfants, très beaux aussi mais il lui manque un homme et personne ne veut l'épouser» (Karima, p 52) (...)

Avis Un ouvrage à deux voix, et tout particulièrement en forme d'essai, est toujours difficile à lire(...). Une psychothérapie à deux ? Un livre-défolioir ? Un livre qui tente de rassembler, surtout !

Citations : (...) «Le «voir» est un art suprême dans la culture arabomusulmane, et les femmes maîtrisent plus que tout cet art en restant cachées ; voir au dehors, c'est s'évader» (Karima, p 54), «Libération, c'est tellement beau pour tant ! Dans Libération, on est dans le plaisir, dans l'indépendance, on est dans l'après-coup... l'indépendance appartient aux politiques, Libération appartient au peuple» (Karima, p 77), «Les religions ont transmis les textes, les saints, les récits de ceux qui ont cherché Dieu. Mais elles ont aussi accaparé le divin, enchaîné les esprits au lieu de les libérer. C'est un tout, mauvaises herbes et bon grain mêlés. La foi s'y fraye un petit sentier» (Christine, p 126).

*** (Fiche de lecture déjà publiée en mars 2019... Extraits pour rappel. Fiche de lecture complète en www.almanach-dz.com/population/bibliotheque/dalmanach)**

Les BRICS se réunissent à Kazan

Vers une désoccidentalisation du monde

Suite de la page 5

Il faudra inventer de nouvelles fables pour incarner l'état géopolitique du monde à venir. Reste l'autre versant du monde qui gravite autour d'un Occident barricadé, qui se cogne contre les Murs impénétrables érigés pour fuir les graves déséquilibres que le pillage et l'enrichissement unilatéral de l'Europe et l'Amérique du nord a provoqué pendant des siècles.

Cependant, la question reste ouverte : qu'en adviendra-t-il.

La rupture avec le monde d'avant est patente, mais cela ne suffit pas. Le piège d'un élargissement sans approfondissement. Limites et perspectives.

A ce mauvais calcul, les Brics ont été précédés par l'Europe.

Pressée par les Etats-Unis pour élargir son influence vers l'Est, en incorporant les restes du «glacis», et par l'Allemagne pour délocaliser ses industries vers une sorte de tiers-monde intramuros (et combiner ainsi compétitivité-prix et compétitivité-qualité à l'abri du TEC), l'Union Européenne en paie aujourd'hui les conséquences de décisions à court terme :

Un écart croissant entre «cigales» et «fourmis», une compétition marchande intérieure sans régulation sociale et fiscale, un conflit de première grandeur qui menace leur sécurité et les prive d'énergie bon marché sous contrats à long terme.

Une dépendance croissante et multiforme à l'égard des Etats-Unis où l'Union achète son gaz et son pétrole de schiste ruineux pour leurs économies et pour l'environnement. Les hydrocarbures américains sont plus chers avec des inconvénients de plus : soumis aux fluctuations des marchés et du dollar. Les Européens ont été convaincus par les Etats-Unis que leur sécurité est en péril, alors que c'est Washington qui est la cause de la déstabilisation du continent. C'est en Amérique que les Européens achètent leurs armes. Ce qui fait le bonheur du complexe militaro-industriel américain pour lequel la paix n'est pas, objectivement, une bonne affaire. Désoccidentalisation n'est pas démon-dollarisation (60% des réserves des Banques Centrales et 40% des transactions)

Les Brics représentent 50% de la population mais seulement un tiers du PIB mondial, même si les calculs devraient être évalués en PPA, compte tenu de l'inflation des prix des services dans les pays occidentaux.

Lors du Sommet de Fortaleza, au Brésil, en juillet 2014, les Brics se sont dotés d'une banque de développement, la Nouvelle banque de développement, basée à Shanghai. Elle était nécessaire pour contourner les instruments de coercition occidentaux et d'en limiter les pouvoirs : FMI, système Swift, règles d'endettement, manipulations des taux de change et d'intérêt... Mais ce n'est là qu'une brique de plus. Le chemin à parcourir est encore long et ardu.

Dans la foulée d'une première contribution de 1,5 milliard de dollars, l'Algérie avait demandé officiellement à rejoindre la Banque des Brics. Cela n'a pas suffi à la réussite d'une candidature mal étudiée et mal préparée qui a tourné court en juillet 2023 à Johannesburg et a amené l'Algérie à réinitialiser son approche des Brics en septembre 2024.

Sans ruiner leur projet d'un monde non hégémonique et plus équitable, les Brics seraient avisés d'éviter le bric-à-brac et opteraient pour une organisation à plusieurs volets sans confondre les registres : diplomatique, militaire, économique, commercial, financier, monétaire... avec une articulation de ces différents volets selon une planification orientée vers une intégration progressive, méthodique et raisonnée.

Les écueils ne manquent pas vers un monde multipolaire plus respectueux d'égalité, d'équité et de respect des grands équilibres naturels aujourd'hui gravement menacés. Fidèles aux principes qui ont été forgés par le Traité de Westphalie (octobre 1648) que les Occidentaux ont oubliés, les Brics font face à un défi : celui de rechercher la cohérence de leurs relations, nécessaire à la paix et à l'efficacité, établir des normes indispensables à la construction en commun d'un espace économique partagé, tout en se préservant de la verticalité naturellement imposée par la verticalité et le différentiel de puissance entre ses membres qui inclinent à la réduction des différences, à l'effacement des singularités linguistique, culturelles, politiques...

Cela n'aurait servi à rien que de reproduire le modèle atlantique dirigé par la «nation indispensable» dans une logique hobbesienne, darwinienne ruineuse à tout égard : pour la prospérité (l'économie), pour la démocratie (les valeurs politiques) et la protection de la biosphère.

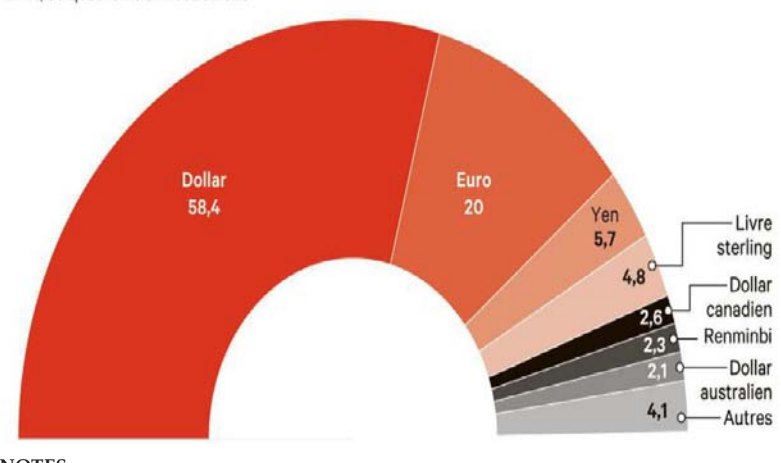
«Peu importe la couleur du chat, pourvu qu'il attrape des souris» Deng Xiaoping, 1962.

Les Echos, mercredi 29 mai 2024

Abdelhak Benelhadj

Répartition par devises des réserves de change dans les banques centrales

En %, au quatrième trimestre 2023



NOTES :

1. La notion a été proposée par analogie avec le «Tiers-Etat», par Alfred Sauvy dans : «Trois Mondes, une planète», L'Observateur politique, économique et littéraire, Paris, n°118, 14 août 1952, p.14. Papier réédité dans Vingtième Siècle. Revue d'histoire, 1986, 12, pp. 81-83.
2. Le président français n'avait pas eu tort de rappeler que sans la «communauté internationale», le monstre qui massacre au vu et su de tous des populations sans défense, n'aurait pas vu le jour.
3. Il ne s'agit pas seulement de pays du sud. Les pays européens dénommés «PIIGS» ou «pays du Club Med», il y a peu, les ont subis. Aujourd'hui, la France macronienne en mesure le poids. Seule, la puissante Amérique, très endettée, est affranchie de ces règles et continue à vivre bien au-dessus de ses moyens.
4. Abdelhak Benelhadj : «Qui veut la peau de Erdodan ?» (Le Quotidien d'Oran, 04 juin 2023).

5. Conception originale du ministre indien des Affaires Étrangères, à son poste depuis mai 2019.
6. Abdelhak Benelhadj : «De UKUSA à AUKUS» (Le Quotidien d'Oran, 23 septembre 2021)
7. Abdelhak Benelhadj : «Crise ukrainienne. La guerre du blé» (Le Quotidien d'Oran, 28 juillet 2022)
8. Graham Allison (2017) : «Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide.» Odile Jacob, 2019, 408 p.
9. Les médias occidentaux mettent sous silence le réquisitoire impitoyable des aborigènes d'Australie à la réception du roi Charles en cours dans ce pays.
10. Le Rafale français n'a été acheté en Europe que par la Grèce qui est revenue à une politique pratiquée par les Papan-dreu, les Caramanlis et les Mitsotakis, qui a consommé sa ruine, attribuée à tort à leurs successeurs brutalement éjectés du pouvoir.



TOI, MA SŒUR ÉTRANGÈRE.
Algérie-France sans guerre et sans tabou. Essai de Karima Berger & Christine Ray. El Ibriz Éditions, Alger 2016 (Editions du Rocher, 2012). 192 pages, 620 dinars*

Elles voulaient «goûter ensemble le sel de leur histoire». L'une est Algérienne musulmane, une «indigène», une «Arabe», l'autre est une «roumia» de France ayant vécu une partie sensible de son enfance en Algérie (cinq années : 55-59, de l'âge de trois ans à huit), avec des parents «transplantés» professionnels.(...)
Un livre à deux voix, beaucoup de questions et des réponses se terminant bien souvent... en questionnements. Il est vrai que, aussi bien pour l'une que pour l'autre, il est

Mers El Kebir

Des constructions et extensions illicites rasées

Une opération de démolition de constructions illicites a été menée mardi dans la commune de Mers El Kebir, sous la supervision des autorités locales, conformément aux directives du wali d'Oran, M. Saïd Sayoud.



J.Boukraa

Les équipes municipales, appuyées par les travailleurs de la voirie, ont procédé à la destruction des extensions et constructions illicites, marquant ainsi une nouvelle étape dans la lutte contre l'urbanisme anarchique dans la région. Cette opération fait suite à une série d'interventions destinées à éradiquer les constructions non conformes, qui prolifèrent et menacent le paysage urbain ainsi que la sécurité des habitants. Les autorités locales ont réaffirmé leur engagement à poursuivre ces

démolitions dans les prochains jours pour mettre fin à ces pratiques illégales.

Le wali d'Oran a maintes fois insisté sur l'importance de rétablir l'ordre et le respect des lois en matière de construction, en soulignant que cette action vise non seulement à protéger les espaces publics, mais aussi à garantir des conditions de vie sûres et conformes aux normes pour les citoyens. Cette démarche s'inscrit dans une politique plus large de modernisation et de développement urbain à Oran.

Les autorités ont adopté des mesures strictes en procédant à

la démolition de nombreuses de ces constructions anarchiques, y compris des extensions récemment construites.

D'autres opérations similaires seront entreprises pour lutter contre les constructions illégales qui semblent réapparaître dans les mêmes zones à chaque fois. La prolifération des constructions illicites reste un défi persistant pour les autorités publiques. En renforçant les mesures de répression contre les constructions illégales, les autorités locales démontrent leur détermination à préserver l'ordre, la légalité et l'esthétique des quartiers concernés.

Oued Tlélât, Boutlélis et El Kerma Distribution prochaine de près de 270 logements sociaux

La wilaya d'Oran prévoit la distribution de près de 270 logements publics locatifs (LPL) dans les communes de Oued Tlélât, Boutlélis et El Kerma, dans le cadre du quota programmé, devant être attribué à ses bénéficiaires à l'occasion des festivités commémoratives du 70^{ème} anniversaire du déclenchement de la Glorieuse guerre de libération nationale, a-t-on appris, mardi, des services de la wilaya. Il s'agit de 100 logements prévus dans la commune de Oued Tlélât, 100 unités d'habitation dans la commune de Boutlélis et 69 autres logements

dans la commune d'El Kerma, a précisé la même source, indiquant que les trois nouveaux ensembles immobiliers sont dotés de toutes les commodités, notamment des espaces verts, des locaux commerciaux et administratifs, ainsi que des établissements scolaires. Par ailleurs, pas moins de 3.000 logements, tous programmes et formules confondus (LPL, location-vente et habitat rural), seront distribués à leurs bénéficiaires à l'occasion de la célébration du 70^{ème} anniversaire de la Glorieuse guerre de libération nationale, a-t-on fait sa-

voir de même source. La wilaya d'Oran a procédé, cette année, au relogement dans les localités d'El Djefla (commune de Mers El Hadjadj), Chehaïria et Sidi Benye-bka, de 1.588 familles occupant des bâtisses et des sites précaires localisés dans les communes d'Es-Sénia «Sbika 2», Ain El Turck «la Foire» Bousfer et Hassi Bounif (Hassi Ameur), Sidi Benye-bka et Bethioua, rappelle-t-on.

Depuis septembre 2021, pas moins de 30.000 logements, toutes formules confondues, ont été distribués dans la wilaya d'Oran, a indiqué la même source.

Village méditerranéen

Lancement prochain du projet de réalisation de deux piscines

Un projet de réalisation de deux piscines sera bientôt lancé au niveau du village méditerranéen d'Oran, dans le cadre de l'extension des activités de cette structure touristique et sportive, ont indiqué lundi les services de la wilaya. Il s'agit d'une piscine extérieure et une autre semi-olympique, qui sera réalisée au niveau de l'une des cinq salles omni-activités que comprend le village, précise-t-on de même source. Cette décision a été prise lors de la réunion tenue, la veille, par le conseil d'administration de l'entreprise publique de wilaya chargée de la gestion du village, précise-t-on de même source.

Lors de cette réunion, présidée par le wali Saïd Sayoud, un état des lieux a été exposé par le responsable de l'entreprise concernée, ainsi que les projets à réaliser dans ce site, inauguré en juin 2022 par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la 19^{ème} édition des Jeux méditerranéens tenus dans la capitale de l'Ouest du pays, a indiqué la cellule de

communication de la wilaya.

Après la présentation du bilan de la saison estivale, qui a vu l'ouverture au public des équipements d'hébergement du village, il a été décidé de reproduire la même expérience à l'occasion de la saison hivernale au prix de 1.000 DA pour la chambre individuelle. D'autres projets sont envisagés par les responsables du village, comme l'ouverture de magasins et autres actions et services visant à attirer davantage de visiteurs, après que la saison es-

tivale ait connu un franc succès dans ce registre, grâce aux tarifs attractifs proposés aux estivateurs, informe-t-on.

Quelque 3.400 lits, sur un total de 4.200 lits dont dispose cette infrastructure, ont été dédiés aux visiteurs du village méditerranéen, lors de la saison estivale, rappelle-t-on. Ce site, qui s'étend sur une superficie globale avoisinant les 40 hectares, comprend 5 restaurants, un centre sanitaire, trois terrains de football, des salles de sports et un espace d'activités culturelles et de distraction.

Cité Perret

Un fusil de chasse et des psychotropes saisis et deux dealers arrêtés

K. Assia

Un fusil de chasse, deux bouteilles de gaz lacrymogène et deux armes blanches ont été saisis par les services de la 17^{ème} sûreté urbaine à la suite de l'arrestation de deux dealers. Ces derniers se servaient de leurs domiciles situés dans le périm-

tre de compétence de cette sûreté sise dans le quartier de cité Perret pour écouler le produit prohibé.

La perquisition ordonnée par le tribunal a donné lieu à la saisie de 154 comprimés psychotropes en plus de bouteilles renfermant des produits stupéfiants. Ils seront présentés au tribunal après enquête.

Port d'Oran

Renflouage d'un filet «fantôme» de 500 mètres

Une opération de renflouage d'un filet «fantôme» d'une longueur de 500 mètres au niveau du bassin du port d'Oran a été organisée, dimanche, par la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques, en collaboration avec l'association écologique marine Barberousse.

«Il s'agit d'un énorme filet de 500 mètres sur 23 mètres, emporté par les courants, et qui a atterri au fond du bassin du port d'Oran», a expliqué le directeur local de la pêche et des ressources halieutiques, Menouar Maghni Sandid. Ce filet constituait un danger pour les bateaux qui circulent dans le port, risquant de s'enrouler sur leurs hélices, a indiqué le même responsable, ajoutant que la direction de la pêche a fait appel à l'association Barberousse, qui dispo-

se d'une longue expérience en matière de renflouage des filets fantômes.

Le SG de cette association Amine Chakouri a indiqué, pour sa part, que l'opération a nécessité la mobilisation de sept plongeurs, qui ont passé plus de deux heures sous l'eau pour dénouer le filet et le renflouer. D'autres opérations de renflouage de filets fantômes dans les zones de pêche sont prévues, dans le cadre de la coopération entre la direction locale de la pêche et l'association écologique marine Barberousse, a-t-on indiqué. Il y a lieu de rappeler que les filets fantômes, qui dérivent et atterrissent dans les fonds marins, constituent une menace pour la faune et la flore aquatiques, à cause de la capture inutile et indéterminée des poissons et l'étouffement des plantes.

Institut des techniques de pêche et d'aquaculture 500 marins formés chaque année depuis 2020

L'Institut des techniques de pêche et d'aquaculture (ITPA) d'Oran a formé, dans le cadre de la formation conventionnée avec les chambres de pêche d'Oran et Mostaganem, une moyenne de 500 marins par année, depuis 2020, a-t-on appris de son directeur Zakaria Hadjadj Aouel.

«En 2020, un arrêté ministériel a été promulgué pour rapprocher la formation des apprenants, optant pour la formation conventionnée avec les chambres de pêche et d'aquaculture», explique le même responsable. Il s'agit de regrouper un certain nombre de demandeurs de formation de marin dans une région donnée (Arzew, Ain El Turck, Mostaganem, entre autres) et déta-

cher des enseignants pour l'assurer sur une période de six mois, soit trois mois de théorie et 3 mois de pratique, a-t-il détaillé.

L'ITPA d'Oran assure principalement des formations de lieutenant de pêche, de patron côtier et de lieutenant mécanicien, qui exigent un certain niveau scolaire, alors que la formation des marins (sans niveau exigé) était assurée par les écoles de pêche (Beni Saf, Ténès et Ghazaouet). Dans le même sillage, M. Hadjadj Aouel a fait savoir que l'ITPA d'Oran a ouvert, pour cette nouvelle année, 75 postes pédagogiques dans les spécialités de lieutenant de pêche (26), patron côtier (24) et lieutenant mécanicien (25).

Bousfer

La liste des bénéficiaires des 81 logements sociaux affichée

J.Boukraa

Au grand bonheur des postulants, l'affichage des listes des bénéficiaires de logements sociaux se poursuit dans différentes communes de la wilaya d'Oran. Après les communes de Ben Fréha, Hassi Bounif, El Ançor, El Kerma et Oued Tlélât, c'était hier le tour de la commune de Bousfer. En effet, la liste nominative temporaire des demandeurs éligibles pour bénéficier de logements publics locatifs, concernant un quota de 81 logements, a été rendue publique par la daïra d'Ain El Turck. Cet affichage tant attendu marque une étape importante pour les familles en attente d'un logement décent. Comme à l'accoutumée, cette liste provisoire sera soumise à un délai de recours permettant aux citoyens de contester ou de faire valoir leurs droits si nécessaire. Pour les citoyens qui n'ont pas été retenus, un recours est toujours possible. Conformément à l'article 41 du décret exécutif n°142/08 du 5 novembre 2008, les personnes concernées disposent de huit

jours suivant l'affichage des listes pour soumettre leurs réclamations aux services compétents. Les autorités locales de la commune de Bousfer ont souligné leur engagement à veiller à la transparence du processus, en rappelant que cette démarche fait partie de la politique gouvernementale visant à améliorer les conditions de vie des citoyens et à répondre à la forte demande en matière de logements sociaux. Ce programme de distribution de logements, qui touche plusieurs communes de la wilaya, constitue une réponse aux attentes des familles qui aspirent à une meilleure qualité de vie.

Le secteur du logement, en particulier le logement social, occupe une place cruciale dans la politique publique, visant à répondre aux besoins des couches les plus vulnérables de la société. La demande pour des logements accessibles continue de croître sous l'effet de la démographie et de l'urbanisation rapide. La wilaya d'Oran, en particulier, se trouve à un tournant décisif dans la réalisation, la distribution et la lutte contre l'habitat précaire.

Sidi Benye-bka

Chute mortelle d'un ouvrier

Un jeune homme de 35 ans a été victime d'une chute mortelle hier matin à Oran. Le drame s'est produit aux alentours de 8h15 dans la commune de Sidi Benye-bka, située dans la daïra d'Arzew. L'homme, un ouvrier soudeur, travaillait à une hauteur d'environ 8 mètres lorsqu'il a fait une

chute fatale, selon la protection civile. Les services de secours sont rapidement intervenus sur les lieux, mais malheureusement la victime n'a pas survécu à ses blessures. Le corps de l'ouvrier a été transporté à la morgue de l'hôpital d'El Mohgoun.

J.B.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

ADOUL Nawel, 23 ans, Chlef
BOUROUIZ Brahim, 51 ans, Oran
AHMED FOUATIH Mohamed, 82 ans, El Hamri
AIT ZAY Med, 60 ans, St Antoine

Horaires des prières pour Oran et ses environs

| 21 rabie ethani 1446 | | | | |
|----------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 05h53 | Dohr 12h48 | Assar 15h53 | Maghreb 18h21 | Icha 19h39 |



Béchar-Tindouf-Gara Djebilet Le projet de la ligne ferroviaire sur de bons rails

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, s'est dit, mardi, à Béchar "satisfait" du rythme des travaux de réalisation du premier tronçon de 200 km du projet de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet.

S'exprimant lors d'un point de presse, en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya, M. Rekhroukh accompagné du ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana, a exprimé sa satisfaction quant à la cadence des travaux de concrétisation de ce tronçon. "Nous souhaitons, grâce au rythme soutenu des travaux de réalisation, que ce tronçon soit livré avant l'échéance prévue, à savoir début de 2025", a-t-il souligné.

De son côté, le ministre des Transports a indiqué que ce projet ferroviaire d'envergure visant l'acheminement du fer brut du gisement de Gara-Djebilet sur une distance de 950 km, "aura un grand impact économique sur le pays, et ce à travers le renforcement du transport de voyageurs et de marchandises entre le sud et le nord du pays".

A ce titre, l'une des toutes pre-

mières lignes ferroviaires de ce projet, à savoir celle de Béchar-Abadla, soit un parcours de 96 km, sera livrée dès le premier trimestre 2025, selon le président directeur général (PDG) de l'entreprise publique Cosider travaux publics, (Filiale du groupe Cosider), Cherif Grira.

"Une avancée très importante des travaux de sa réalisation et qui enregistrent des taux d'avancement respectivement de l'ordre de 94 % pour le volet terrassement et de 28 % en volet soudure", a expliqué M. Grira lors d'une présentation de l'état des travaux du premier tronçon du projet ferroviaire Béchar-Tindouf.

Outre la ligne Béchar-Abadla, la gare de cette dernière collectivité qui comprend trois (3) importants blocs en cours de réalisation, sera réceptionnée à la même échéance (le 1er trimestre de 2025), a-t-il encore fait

savoir. Pour les besoins de la concrétisation dans les mêmes délais prévus de ce tronçon, une entité de production de traverses en béton a été créée et équipée et dont la production a débuté en septembre 2024 avec 175 unités par jour des mêmes traverses en passant récemment à 1.500 unités similaires quotidiennement, a indiqué pour sa part Abdechafi Rabi, responsable du projet du même tronçon.

Les deux membres du gouvernement qui avaient auparavant donné le coup d'envoi dans la wilaya de Naâma du redémarrage de la ligne ferroviaire Oran-Béchar, après la réparation et la réhabilitation des sections endommagées, suite aux inondations du mois de septembre dernier, ont achevé leur visite de travail dans la wilaya avec une rencontre avec les différents responsables des entreprises chargées de la réalisation du projet.

El-Bayadh Le chantier d'un hôpital à Boualem relancé

Des travaux de réalisation d'un hôpital de 60 lits dans la commune de Boualem ont été relancés, selon la direction locale de la Santé.

Le directeur local de la Santé, Meziane Belaid, a fait part de la reprise des travaux de réalisation de cet établissement de santé, à la faveur de la levée de toutes les contraintes ayant été, précédemment, à l'origine de l'arrêt du chantier, indiquant qu'une allocation financière évaluée à plus de 390 millions de dinars, puisée du budget du secteur, a été consacrée à cette opération.

Le délai contractuel pour la concrétisation de l'opération a été fixé à 10 mois, a précisé le DSP, relevant que les travaux affichent un taux d'avancement de près de 80%.

Dès son entrée en exploitation, le futur établissement hos-

pitalier s'ajoutera à d'autres infrastructures, en cours de concrétisation dans cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest, à l'instar du projet d'hôpital à Brezina (60 lits, délai de réalisation de 20 mois), dont les travaux ont débuté récemment et pour lequel une enveloppe financière de 1,3 milliard de dinars a été débloquée, a rappelé le responsable.

Parmi les autres infrastructures en voie de réalisation dans la wilaya, il y a lieu de citer le projet d'hôpital de 80 lits, dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh, pour la concrétisation duquel une allocation budgétaire de 2 milliards de dinars a été mobilisée, dans le cadre du programme sectoriel.

Le chantier du projet affiche un taux d'avancement estimé à près de 60 %, sachant que le délai contractuel de sa réalisation est

fixé à 20 mois, a-t-on souligné.

Aussi, une étude relative à la réalisation d'un autre hôpital de 60 lits dans la commune de Rogassa, a été achevée, en attendant son inscription par le ministère de tutelle, a fait savoir la même source.

Par ailleurs, dans le cadre des efforts visant à développer le secteur de la santé et l'amélioration des prestations de services offerts aux malades de la région, des travaux sont actuellement en cours pour l'aménagement et la maintenance de polycliniques de proximité, au centre-ville d'El-Bayadh et à Brizina, a-t-on noté, relevant que les travaux seront achevés dans les tout prochains jours.

Des opérations similaires sont prévues au niveau des polycliniques des communes d'El-Kheiter, Chellala et Labiodh Sidi Cheikh, a noté le DSP.

Tiaret Près de 90 familles bientôt relogées à Sougueur

Pas moins de 88 familles résidant dans de vieilles bâtisses dans la ville de Sougueur seront relogées, dans les prochains jours, dans de nouveaux logements, selon le wali Ali Bouguerra.

Lors d'une cérémonie organisée en l'honneur des journalistes de la wilaya, à l'occasion de la Journée nationale de la presse, M. Bouguerra a indiqué que l'opération s'inscrit dans le cadre du programme de wilaya de résorption de l'habitat précaire (RHP).

Les familles concernées seront relogées dans une cité de 150 logements publics locaux, a-t-il précisé, ajoutant que le reste des logements seront

distribués à leurs bénéficiaires.

Une autre opération portant sur le relogement de 43 familles a été effectuée dernièrement à Tiaret, alors que le reste des familles concernées ont reçu des décisions d'affectation des logements, qui sont en cours de réalisation, a rappelé le wali.

Depuis le mois de mai dernier, 1.300 constructions anarchiques ont été résorbées à Hai Carmen, où leurs résidents ont bénéficié de lots de terrain à Hai Oued Tolba et des aides à l'habitat, en plus de la récupération du foncier, qui abritera la réalisation de 3.000 logements de la formule AADL et 1.000 autres loge-

ments pour le programme RHP. M. Bouguerra a, en outre, annoncé que la wilaya a bénéficié d'un quota de 500 logements, comme première tranche pour le relogement de familles résidant dans des immeubles en préfabriqué à Hai Beau paysage.

La cérémonie organisée en l'honneur des journalistes a donné, par ailleurs, lieu à un débat entre le wali de Tiaret et les représentants des différents médias locaux et nationaux, de sujets inhérents aux projets d'alimentation de différentes régions en eau potable, des structures sportives et juvéniles, du réseau routier et de l'éducation.

Mascara Trois morts dans un accident de la route



Trois personnes sont mortes dans un accident de la circulation, survenu dans la soirée de mardi à mercredi dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris des services de la Protection civile.

La même source a précisé que l'accident s'est produit sur la route nationale 7 (RN7), précisément au niveau du tronçon reliant les communes de Sig et Hacine, suite à une collision entre une voiture et un motocycle, ayant entraîné la mort, sur le coup, de deux personnes. La troisième

me victime a succombé à ses blessures à l'établissement hospitalier public spécialisé dans les urgences médicales de la ville de Mascara.

Les corps des victimes de ce drame de la route qui étaient à bord du motocycle, ont été déposés à la morgue du même établissement hospitalier, a-t-on fait savoir de même source.

Les services de la Gendarmerie nationale territorialement compétents ont ouvert une enquête afin d'élucider les circonstances de cet accident.

Chute mortelle dans un puits

Belkecir Mohamed

Un tragique accident s'est produit dans une exploitation agricole, à mi-chemin des daïras de Tighennif et d'Oued El Abtal. En traversant un champ près du douar Metabiche relevant de la commune de Sidi Abdel-djebar, un homme de 48 ans est tom-

bé dans un puits. Il a fallu aux secouristes un renfort de l'équipe de plongeurs pour retirer à 18 h 20, le corps sans vie de la victime qui a été déposé au service de la médecine légale.

Les pompiers interpellent les propriétaires de puits et autres points d'eau de doter leurs ouvrages de moyens de protection.

Chlef Un trafic de psychotropes démantelé

Abbad Miloud

Des éléments de la première sûreté urbaine de Chettia relevant de la sûreté de la wilaya de Chlef ont arrêté deux suspects, un homme âgé de 35 ans originaire de Oued Sly et une femme âgée de 40 ans habitant la wilaya de Relizane en possession de 181 comprimés de psychotropes destinés à la commercialisation.

La fouille de l'habitation de la

femme, après l'obtention de l'autorisation de perquisition du domicile, a permis la saisie d'une quantité de drogue. Les policiers, en poursuivant les investigations, ont procédé à l'arrestation de quatre complices activant dans le même réseau au niveau des communes de Oued Sly, Boukader et dans la wilaya de Relizane. Les mis en cause ont été présentés au tribunal de Boukader et ont été écroués.

Tindouf Plus de 28.000 comprimés psychotropes saisis

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) relevant de la wilaya de Tindouf ont démantelé deux réseaux criminels et saisi plus de 28.000 comprimés psychotropes, avec arrestation de 5 individus, selon un communiqué de la gendarmerie nationale.

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, les éléments de la Brigade de sécurité et d'investigation (BSI) de la Gendarmerie nationale de Tindouf ont démantelé deux (2) réseaux criminels s'adonnant à la contrebande de drogues et de stupéfiants destinés à la vente dans

le cadre d'un groupe criminel organisé", précise la même source.

"L'opération s'est soldée par l'arrestation de cinq (5) individus et la saisie de 28.216 comprimés psychotropes (Prégabaline 300 mg), 48 comprimés ecstasy, 65 g de kif traité, une balance électronique utilisée à des fins criminelles, un montant de 96.000 DA, un véhicule commercial et un tracteur".

Les mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes après parachèvement de l'enquête", selon la même source.

APARTEMENTS

■Vends appartement acté, 3 pièces, 1^{er} étage, avec débarras de 20 m² superficie 78,57m², cité Lobet, 150 logts, en face cité stades les Castors Mobile : 0771.18.76.24

■Vente F4 au 12^e étage (avec deux ascenseurs) et bache à eau, à côté de l'Université USTO, prix négociable 820 millions – Tél : 0551.25.30.54

■A vendre appartement F5, 165 m², 2 façades, cuisine équipée 7^e étage, avec ascenseur, résidence Président, 37 rue Souhila Belahouel, Boulanger, Oran – 0772.94.81.89 - 0773.19.44.81

■Appartement F3 à vendre, au 4^e étage, cité Mimosas, Oran – Tél : 0556.97.62.17

■Vente F4, 137 m², D/F, 3^e étage, cuisine équipée, Gambetta Oran 13U/m² - Tél : 0783.31.04.35

DIVERS

■Vends à Oran 1.000 oliviers, variété sigoise, âgés de 20 ans – Tél : 0561.05.45.18

VILLAS

■Urgent : Vends villa à Terga, actée + L/Foncier, 2 façades 226 m², toutes commodités, centre-ville, à 5 min des plages et 45 min d'Oran. Px 1,4 MD nég Poss paiement en plusieurs fois. Tél : 0656.79.35.81

■A vendre Maison R+1 (307 m²), à Courbet – Oran ou échange contre appartement (F3 ou f4). Prix 170.000 Da le M² . Tél : 0541.93.33.19

■Vends très belle villa, composée de 7 pièces, 3 sdb, 3 cuisines, gd garage + local, à l'entrée de Sid El Bachir, à proximité 4^e périphérique, Oran – Tél : 0562.68.65.06

LOCAUX

■Cause retraite loue un cabinet médical pour généraliste ou spécialiste avec équipement neuf : échographe, bureau, table de consultations et de matériel médical, négatoscope, caméra de surveillance à Haï Sabah - Tél : 0557.62.97.31

■A louer magasin de 80 m², au 21 Bd Maâta, Oran, clim, vitre, grande hauteur sous le plafond, sanitaires – Tél : 0780.59.30.06 / 0783.90.71.67

EMPLOIS

■Jeune dame, garde malade pour personnes âgées, enfants handicapés et autres cas – Tél : 0798.38.67.73

■Pharmacie à Sidi El Bachir, Oran, cherche vendeur (se) qualifié (e) – Tél : 0699.41.24.39

TERRAINS

■Ain-Témouchent : Vends terrain, 601 m², proche mairie, centre, rue Sendid Fatima – 0541.47.03.84

■Terrain à vendre à Boufatis (w. d'Oran), centre du village à 20 mn d'Oran, 3.500 m², deux entrées – Tél : 0771.80.60.21

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

République Algérienne Démocratique Et Populaire

Wilaya D'el Bayadh

Daïra D'el Bayadh

Commune D'el Bayadh

Avis D'anfractuosité D'avis D'appel
D'offres Ouvert avec exigence de
capacités minimales N°30/2024

إعادة تأهيل و توسيع شبكة الصرف الصحي بحي 220 مسكن حي+ جنوب المستشفى

Conformément au décret président N°15/247 du 16/09/2015 portant règlement des marchés publics, le président de l'assemblée populaire communal d'el BAYADH informe l'ensemble des soumissionnaires ayant à l'appel d'offres ouvert N°30/2024

A été déclaré infructueux parce que aucun plis n'est pré qualifié

EL BAYADH LE 2024 أكتوبر 11

LE P/APC

ANEP N° 2431013200 Le Quotidien d'Oran 24/10/2024

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE BECHAR

DAIRA DE KENADSA

COMMUNE DE MERIDJA

NIF:09840804903941701

AVIS D'APPEL POUR D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES
MINIMALES N°...03/2024

Dans le cadre du programmeFCCL..... lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence des capacités minimale Les entreprises titulaire d'un certificat d'accréditation pour les acquisitions suivantes :

- Camion A Nacelle

Les entreprises titulaires d'un certificat d'accréditation par le présent avis d'appel-d'offres avec exigence des capacités minimales peuvent retirer les cahiers des charges auprès de : Apc Meridja service: technique

Les soumissionnaires doivent déposer leur offre dans une enveloppe anonyme contenant trois enveloppes internes distinctes fermées et cachetées comprenant un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière ;

Les pièces exigées sont détaillées sur le cahier des charges.

1-Un dossier de candidature ,composé de :

- une déclaration de candidature ; selon le modèle ci joint au cahier des charge remplis soigneusement signée, cachetée et datée.
- une déclaration de probité ; selon le modèle ci joint au cahier des charge remplis soigneusement signée, cachetée et datée.
- les statuts pour les sociétés ; (SARL, EURL, SNC,...).
- Copie de registre de commerce, électronique
- La copie de certificat d'accréditation valide jusqu'à la fin de validité des offres.
- les copies des bilans des trois dernières années (2021-2022-2023) certifiés par le commissaire aux comptes.
- Copie du casier judiciaire datant de trois mois et portant la mention l'année en cours de validité.
- La copie des mises à jour (CNAS, CACOBATH, CASNOS) l'année en cours l'ouverture des plis
- La copie de la liste des moyens humains de l'entreprise destinés au projet de l'année en cours, suivant les déclarations CNAS, CACOBAT, (en présentant les diplômes, les affiliations et l'état de mouvement des salariés..... etc.)
- La copie de la liste des moyens matériels accompagnés des cartes grises et assurances et certificat de contrôle technique en cours de validité au nom de l'entreprise pour les moyens roulants et le PV de l'huissier l'année en cours à la date d'ouverture des plis
- Les copies des références professionnelles justifiées par des attestations de bonne exécution délivrée par des maîtres d'ouvrages.
- La copie d'extrait de rôle en cours de validité, et non enregistré dans la liste des fraudeurs.
- La copie de l'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les personnes morales (SARL, EURL, SNC,...) délivrée par les antennes locales du registre de commerce pour l'année 2024.
- La copie de la carte d'identification fiscale.

Fiche Technique : identifie avec précision les caractéristiques et le type de camion.

N.B : le pouvoir adjudicateur a la droit de choisir le type de véhicule en tenant compte de la qualité et de pouvoir de contrôle.

Références professionnelles : Attestation de fournitures similaires volume des ventes au cours des cinq dernières années.

2-L'OFFRE TECHNIQUE se compose de :

- une déclaration à souscrire ; selon le modèle ci joint au cahier des charge remplis soigneusement signée, Cachetée et datée.
- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention « lu et accepté ».
- mémoire technique justificatif ; soigneusement renseigné ; daté et signé

3-Une offre financière composée de :

- Lettre de soumission
- Bordereau des prix unitaires ; soigneusement renseigné ; daté et signé
- Le détail quantitatif et estimatif ; soigneusement renseigné ; daté et signé
- Analyse du prix totale et du malus de l'offre financière DPGF.
- Reçu le dépôt de Cahier de charge.

L'enveloppe extérieure portera la seule mention

SOUSSION A NE PAS OUVRIR

AVIS D'APPEL POUR D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES

programme FCCL

N°...03/2024

L'offre déposée à Commun Meridja service: technique

La durée de préparation des offres est fixée à **DIX 10 jours** à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans deux journaux en langue arabe et en langue étranger la presse et le dépôt sera le dernier jour avant 12 h : 00.

L'ouverture des plis candidature, technique et financiers se fera en séance publique au siège de Commun Meridja, en présence de l'ensemble des soumissionnaires qui souhaiteraient y assister, elle intervient à la date des dépôts des offres à 14h00.au cas ou la date fixée, coïncidera avec un Week-end ou jour férié, la date de dépôt sera le jour ouvrable qui suit.

Les offres resteront valides pendant une période égale a la durée de préparation des offres augmentée de trois(03) mois à compter de la date de dépôt des offres.

N.B:

- Le présent avis tiens lieu d'une invitation au soumissionnaire, d'assisté à la séance d'ouverture des plis.

MERIDJA LE :

P/APC

ANEP N° 2431013248 Le Quotidien d'Oran 24/10/2024

TF1

20.10 Master Crimes



Série policière - France - 2024
Saison 2 - Episode 3/6

Avec Muriel Robin, Anne Le Nen, Nicolas Briançon, Olivier Claverie
La capitaine Delandre fait appel à Louise Arbus après la découverte d'un corps dans un cimetière pour animaux. La victime n'est autre que le patron d'Animal Romance, un site de rencontre qui met en lien les personnes selon leurs animaux de compagnons. L'experte en crime étudie ce nouveau cas lui donnant l'occasion de débattre des instincts primaires de l'homme avec ses élèves.

2

20.05 Envoyé spécial



Présenté par Elise Lucet

«Les naufragés de la Justice» : La France juge-t-elle mal et trop lentement ? De nombreux citoyens français ne croient plus en la justice de leur pays et en ses magistrats.
• «Page spéciale Elections américaines» : Kamala Harris, une femme à la Maison Blanche ; Du MAGA à Kamala : les repents seront-ils la clé des élections américaines ? ; Trump : les hommes de l'ombre.

3

JEUDI

20.05 Les brumes du souvenir



Téléfilm policier - France - 2017
Avec Gaëlle Bona, David Kammenos, Didier Flamand, Pascal Elso

Jean Mercier, maire de la commune fantôme de Bezonvaux, dans le département de la Meuse, est retrouvé assassiné. L'enquête est confiée à la capitaine de la police criminelle de Nancy, Clara Merisi. Sur place, elle est épaulée par François Gilbert, un historien en poste à l'Ossuaire de Douaumont, monument érigé à la mémoire des victimes de la bataille de Verdun en 1916.

ACTION

19.50 En territoire ennemi



Film de guerre - Etats-Unis - 2001
Avec Owen Wilson, Gene Hackman, Gabriel Macht, David Keith

Chris Burnett, un jeune lieutenant des forces armées américaines, se voit confier une mission de reconnaissance à la veille de Noël. Accompagné de Stackhouse, il doit survoler une zone démilitarisée de l'ex-Yougoslavie. Là, les deux hommes découvrent l'existence de véhicules blindés. Burnett les photographie, mais les troupes serbes au sol déclenchent des tirs de DCA.

6

20.10 Le meilleur pâtissier



Saison 13

- Bienvenue à la biscuiterie LMP
Présenté par Laëtitia Milot, Cyril Lignac, Mercotte

Pour cette troisième semaine de compétition, les candidats relèvent trois défis de taille autour des biscuits. Après la construction d'une maison comestible renfermant un gâteau, ils se lancent dans la reproduction d'une création du chef Aurélien Cohen après seulement une minute d'observation.

CANAL+
GRANDECRAN

20.04 Walkyrie



Thriller - Etats-Unis -
Allemagne - 2008

Avec Tom Cruise, Kenneth Branagh, Bill Nighy, Tom Wilkinson

S'il a toujours été un fidèle serviteur de son pays, le colonel Stauffenberg s'inquiète de voir Hitler précipiter l'Allemagne et l'Europe dans le chaos. Comprenant que le temps presse, il décide de passer à l'offensive : en 1942, il tente de convaincre plusieurs officiers supérieurs de la nécessité de renverser Hitler.

CANAL+

20.00 Ligue Europa



- Lyon / Besiktas

Corentin Tolisso et les Lyonnais ont lancé leur campagne européenne par un précieux succès (2-0) face à l'Olympiakos Le Pirée. Pour s'installer durablement dans le top 8 de la phase de la Ligue de la C3, les partenaires d'Alexandre Lacazette veulent faire une nouvelle fois le plein de points devant leur public. Les Gones doivent toutefois se méfier de cette équipe turque de Besiktas qui possède une solide expérience des joutes continentales.

RTL9

19.55 Man on Fire



Thriller - Grande-Bretagne -
Etats-Unis - Mexique - 2004

Avec Denzel Washington, Dakota Fanning, Radha Mitchell

Mexico est depuis six jours le théâtre d'enlèvements d'enfants de parents fortunés. L'industriel Samuel Ramos et sa femme Lisa engagent alors John Creasy, ancien agent de la CIA, pour assurer la protection rapprochée de Pita, leur fillette de 9 ans. Creasy tolère à peine cet enfant précoce, qui ne cesse de l'interroger sur sa vie. Mais, peu à peu, il apprend à l'apprécier.

TF1

20.10 Le maître du jeu



Saison 1 - Episode 3

Présenté par Laurent Ruquier

Célébrité immense, connue de tous, son visage et son nom sont familiers, mais personne ne soupçonne qu'il est en réalité un Maître du Jeu machiavélique. Qui est-il ? Douze célébrités reçoivent une invitation mystérieuse pour participer à un jeu d'enquête dans une demeure isolée où rien ne se déroule comme prévu. Connues pour leurs rôles de policiers ou leur passion pour les énigmes, elles devront découvrir l'identité de l'énigmatique hôte.

2

20.05 Taratata fête les 40 ans de Bercy



Taratata, émission de référence en matière de musique en France depuis 30 ans, célèbre les 40 ans de Bercy à l'Accor Arena en soutien à la lutte contre le cancer avec la Fondation pour la Recherche Médicale. Pour cette occasion, le célèbre programme musical animé par Nagui rassemble durant 3 heures non-stop de musique près de 70 artistes avec 50 titres.

3

VENDREDI

20.05 Les oubliés du Delta



Téléfilm policier - France - 2024
Avec Isabelle Gélinas, Anne Alvaro, Raphaëlle Rousseau, Tom Hudson

Un chantier en Camargue met au jour des ossements humains. Le commissaire Marianne Prévost, experte en la matière, dirige l'enquête avec l'assistance de la jeune Lola Hardon. Les victimes, enterrées depuis au moins 70 ans, sont majoritairement d'origine asiatique.

CINE +
FRISSON

19.50 Firefall



Film catastrophe - Russie - 2022
Avec Veronika Ustimova, Anatoliy Belyy, Alexander Petrov

Lera vit à Vladivostok avec sa mère, son jeune frère et son beau-père. L'adolescente est restée traumatisée par un incendie, survenu quelques années plus tôt, qui a mis fin au mariage de sa mère et laissé la jeune fille atteinte de pyrophobie. Alors qu'elle s'apprête à vivre une journée normale au lycée, la radio annonce qu'une météorite doit passer près de Vladivostok dans 24 heures.

6

20.10 Tout changer ou déménager



Saison 1

Présenté par Stéphane Plaza, Sophie Ferjani, Antoine Blandin

Isaac et Naïs sont propriétaires d'une maison qui ne répond plus vraiment à leurs attentes. Mais face à ce constat, le couple, à la tête d'une famille en pleine croissance, n'envisage pas la même solution. Si Isaac est prêt à faire des travaux dans leur logement, Naïs, de son côté, penche pour un nouvel achat.

CINE +
PREMIER

19.50 G.I. Joe : le réveil du cobra



Film d'action - Etats-Unis -
République tchèque - 2009

Avec Channing Tatum, Dennis Quaid, Marlon Wayans, Sienna Miller

Le magnat des armes James McCullen a créé une arme basée sur la nanotechnologie qu'il a vendue à l'OTAN, et dont l'armée américaine doit assurer la livraison. Mais le convoi, mené par Conrad Hauser et Wallace Weems, subit une attaque de la mystérieuse Baronne, avant d'être sauvé par une équipe d'élite secrète, les GI Joe.

CANAL+

20.09 Loups garous

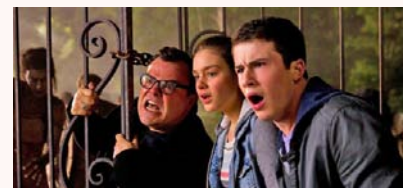


Présenté par Panayotis Pascot, Fary, Mister V

Adapté du jeu de société "Les loups-garous de Thiercelieux", ce jeu de stratégie est animé par les humoristes Panayotis Pascot, Fary Lopes, et Maître V. Le principe est simple. Dans un village fictif, treize joueurs au profil singuliers (une mathématicienne, un ancien espion de la DGSE, un comportementaliste, ou encore un mentaliste...) endossent le rôle de villageois ou de loups-garous.

RTL9

19.55 Chair de poule : le film



Film fantastique - Etats-Unis -
Australie - 2015

Avec Jack Black, Dylan Minnette, Odeya Rush, Ryan Lee

Après la mort brutale de son père, pompier volontaire, Zach Cooper, un adolescent, emménage avec sa mère Gail, dans la petite ville de Madison, dans le Delaware. Zach, qui regrette New York, a un peu de mal à se faire à sa nouvelle ville. Mais il a remarqué Hannah, sa ravissante voisine, qui vit isolée chez elle, sous la garde vigilante de son père, un personnage mystérieux et en apparence un peu inquiétant.

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 | 10 | 4 | 9 | 7 | 9 | 8 | 6 | 5 | 4 |
| 7 | 3 | 3 | 7 | 11 | 8 | 10 | 10 | | 5 |
| 3 | 2 | | 12 | 11 | 10 | 4 | 10 | | 13 |
| 7 | 14 | 10 | | 5 | | 4 | | 3 | 15 |
| 16 | 10 | | 10 | 16 | 16 | 10 | 4 | 10 | 10 |
| 10 | 12 | 9 | 2 | 16 | 10 | | 5 | 2 | 6 |
| 17 | | 2 | | 5 | 12 | 7 | | 4 | 6 |
| 2 | | 3 | 10 | 17 | 13 | 2 | 9 | | 10 |
| 11 | 8 | 7 | 1 | 7 | 3 | 17 | 10 | 3 | |
| 7 | | 4 | | 4 | 10 | 10 | 12 | | 15 |
| 6 | 2 | 9 | 5 | 9 | 10 | | | 12 | 10 |
| 10 | 6 | | 9 | 10 | | 3 | 2 | 10 | 4 |
| 12 | | 18 | 2 | 12 | 9 | 5 | 13 | 3 | 2 |
| | 11 | 10 | 9 | | 5 | 9 | | 2 | 4 |
| 3 | 10 | 11 | 10 | 1 | 9 | 2 | 5 | 4 | 12 |

Jeux proposés par Chérifa Benghani

| | | | | | | | | |
|--|---|----------|---|--------------------------------|---|--------------------------------|-----------------------------------|--|
| | | | | | | | | PLUS BAS CONJONCTION |
| | BÊTES, ANERIES, BOURDES, ÉNORMITÉS | | IGNORANT, SANS CULTURE INTEL- LECTUELLE | | | NÉGATION VOIE DE PASSAGE | | |
| | | | | | MAIS OUI HONNETE, SINCERE, LOYAL | | | |
| | ASSEZ, ON EN A À SATIÉTÉ ! | | SUER IL Y A DE QUOI ! | | | | | NOTE FINIS, VIEUX |
| | | | | | | | INJURE, ATTEINTE OUTRAGE | |
| | DODUE, GRAS- SOUILLETTE | | | | | | | |
| | | | PETITE POMME HALTE, ARRÊT PROVISOIRE | | SAINT MANCHE DE TENNIS | | VRAIES LAISSA LOIN DERRIERE | |
| | | | | FAIT LA JOIE DES CANARDS | | | | |
| | | | | | | | PETITS MORCEAUX ROULÉS | |
| | | | | VAGABONDA A LA MODE | | DANS ARTICLE | | |
| | | NÉGATION | | | GRECQUE PARCOURUE | | | |
| | ELLE EN VAUT DEUX ! UNIFORMES | | | | | | | CHACUN DES CYCLES DE SEPT JOURS |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3 | | 5 | | 6 | | | 9 | 2 |
| 1 | | 4 | | 2 | | | | |
| | | | 1 | | 5 | 6 | | 8 |
| | | 7 | | 5 | 6 | 8 | | |
| | 2 | 8 | | | 4 | | | 3 |
| | | 6 | | | | | | 7 |
| | | | | | 9 | | | 4 |
| 2 | | | 5 | | | | | |
| | | 9 | 2 | | 3 | | | |

LES SOLUTIONS

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| P | A | R | D | E | S | S | U | S |
| | R | A | | N | E | O | N | |
| D | E | D | A | N | S | | I | E |
| E | | I | | U | | A | R | C |
| C | R | E | T | I | N | S | | O |
| O | N | U | | S | | C | O | L |
| U | | S | E | | D | E | M | I |
| V | I | E | N | T | | N | | E |
| R | G | | T | | U | S | E | R |
| I | | G | R | I | S | E | | S |
| R | O | L | E | S | | U | N | |
| | S | U | R | | T | R | O | P |

CROISÉS N°9100

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| P | A | L | I | S | S | A | D | E | S |
| A | D | I | E | U | | N | O | T | E |
| L | O | E | | B | A | T | T | R | A |
| U | R | N | E | S | | I | | E | U |
| D | E | S | | T | A | C | T | | X |
| E | S | | D | A | L | L | E | E | |
| E | | S | E | N | T | I | | T | U |
| N | B | O | | T | O | N | N | E | S |
| N | A | N | T | I | | A | I | N | E |
| E | S | T | A | F | I | L | A | D | E |

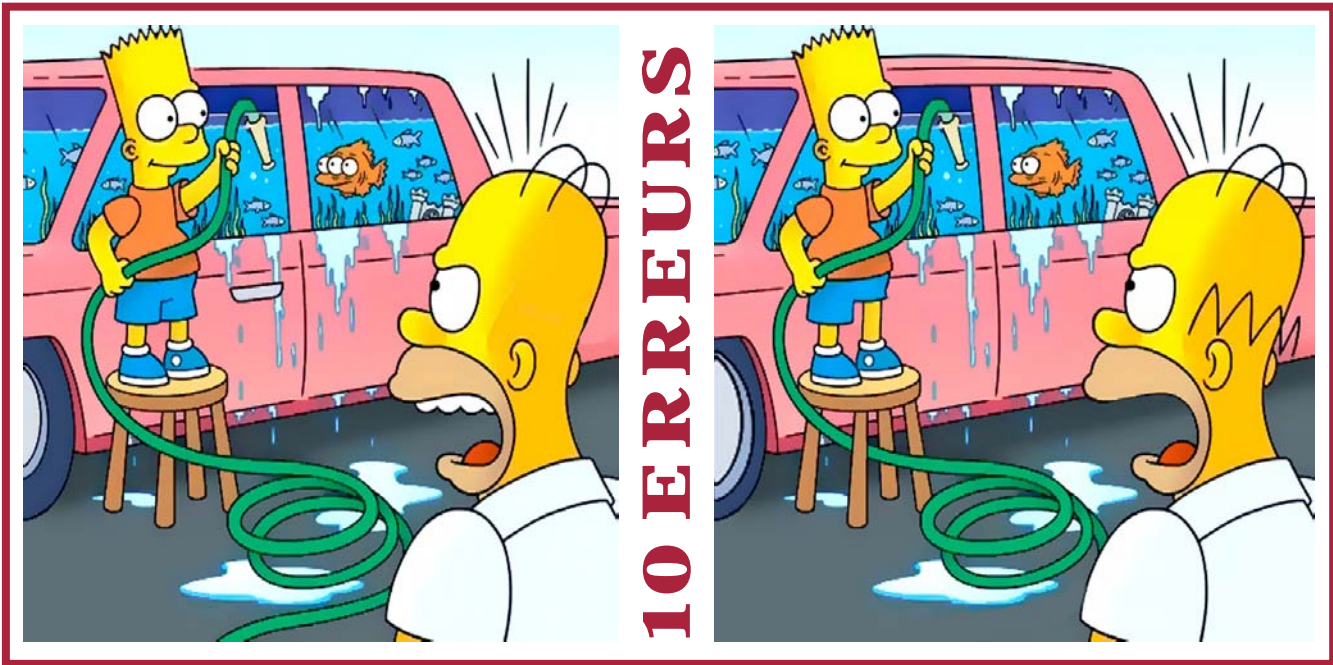
FOUILLIS N° 9100:
BAGUETTE (Bas - Gnette)

SUDOKU N°9100

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | 5 | 7 | 8 | 6 | 4 | 3 | 1 | 9 |
| 6 | 4 | 3 | 1 | 2 | 9 | 8 | 7 | 5 |
| 9 | 1 | 8 | 3 | 7 | 5 | 4 | 6 | 2 |
| 7 | 9 | 2 | 4 | 5 | 6 | 1 | 3 | 8 |
| 4 | 8 | 1 | 9 | 2 | 3 | 6 | 5 | 7 |
| 3 | 6 | 5 | 7 | 8 | 1 | 9 | 2 | 4 |
| 1 | 3 | 9 | 5 | 4 | 7 | 2 | 8 | 6 |
| 5 | 2 | 4 | 6 | 1 | 8 | 7 | 9 | 3 |
| 8 | 7 | 6 | 2 | 9 | 3 | 5 | 4 | 1 |

CODÈS N° 9100

| | | | | | | | | | | |
|----|---|----|---|----|----|----|----|----|----|----|
| C | 2 | O | 3 | R | 4 | G | 5 | U | 6 | M |
| 7 | T | E | 9 | N | 10 | A | 11 | S | 12 | |
| 13 | H | 14 | C | 15 | P | L | 17 | D | 18 | |
| 19 | | 20 | | 21 | | 22 | | 23 | | 24 |



Philippines : une tempête fait fuir des milliers de personnes de leur maison



Au moins 32.000 personnes ont fui mercredi leur foyer dans le nord des Philippines, au moment où la tempête Trami se rapprochait de Luzon, la principale île du pays, a indiqué la police.

Les pluies torrentielles provoquées par la tempête Trami avaient déjà transformé hier les rues en rivières, submergé des villages entiers et enseveli des voitures jusqu'à leur portière dans des coulées volcaniques dans le centre-est des Philippines. L'œil de Trami se situait le matin à 310 kilomètres à l'est de la province d'Aurora, sur l'île de Luzon, avec des vents qui se maintenaient à 85 km/h, selon l'agence nationale de météorologie.

Rien que dans la ville de Naga, située à environ 4 km de Bato, la moitié des 600 villages ont été totalement submergés par les inondations. «Le pire est à venir», a déclaré mercredi matin le président philippin Ferdinand Marcos, lors d'une réunion d'urgence des agences de gestion des catastrophes.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Un comité de l'ONU interroge la France sur le profilage racial pendant les contrôles d'identité



Les préoccupations concernant les allégations de «profilage racial» pendant les contrôles d'identité en France ont été soulevées mardi par le Comité des droits de l'homme des Nations unies. Au cours de l'examen régulier concernant la France devant le comité chargé de vérifier l'application du Pacte international sur les droits

civils et politiques, composé de 18 experts onusiens, Yvonne Donders, sa vice-présidente, a relevé que ce pays avait «indiqué ne pas reconnaître une pratique généralisée des contrôles d'identité fondée sur la race et l'ethnie».

Toutefois, a-t-elle noté, «le comité continue de recevoir des informations inquiétantes

sur le racisme systémique et la persistance du profilage racial et ethnique (...) et sur l'insuffisance des procédures de traitement des plaintes». «Le comité a été informé que les personnes de couleur sont soumises à des contrôles d'identité par la police environ 20 fois plus souvent que les autres citoyens», a-t-elle dit.

L'Espagne à contre-courant du reste de l'UE sur les questions migratoires



Favorable à une politique d'accueil pour des raisons notamment économiques, le gouvernement de gauche espagnol fait figure d'exception sur les questions migratoires au sein de l'Union européenne, à rebours du durcissement opéré par de nombreux pays du bloc.

En ligne de mire: le plan de la Première ministre italienne Giorgia Meloni pour envoyer des demandeurs d'asile dans des centres situés hors de l'UE, ainsi que les politiques de plus en plus restrictives défendues par ses homologues européens.

A Bruxelles, les 27 ont ainsi haussé le ton contre l'immigration irrégulière en appelant à «agir de manière déterminée, à tous les niveaux, pour faciliter et accélérer les retours» dans les pays d'origine, dans un contexte de poussée de l'extrême droite dans de nombreux pays européens.

Un discours que rejette M. Sánchez. «Si nous voulons faire face au défi démographique européen, si nous voulons garantir la durabilité de nos pensions et de notre Etat-providence (...) nous avons besoin de la contribution de l'immigration», a-t-il insisté.

Deux migrants meurent dans une traversée clandestine de la Manche



Deux migrants sont décédés dans une tentative de traversée clandestine de la Manche mercredi matin, ont indiqué à l'AFP les autorités maritimes françaises, précisant qu'une cinquantaine d'autres candidats à l'exil ont été secourus.

Le canot a fait naufrage peu après 08h00 à deux kilomètres au large de Calais (nord de la France), a précisé la préfecture maritime, indiquant que plusieurs navires à proximité ont été appelés à la rescousse, dont le Minck, affrété par l'Etat, qui a ramené les rescapés à terre.

USA : un mort et des dizaines de malades chez McDonald's à cause d'une bactérie



Une personne est morte et plusieurs dizaines sont tombées malades aux Etats-Unis après avoir été infectées par la bactérie Escherichia coli en mangeant chez McDonald's, ont déclaré mardi les autorités sanitaires américaines. La plupart des personnes infectées se trouvaient dans le Colorado et le Nebraska, mais dix Etats de l'ouest des Etats-Unis sont concernés au total, ont fait savoir les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC). L'action de McDonald's chutait de plus de 8% après la fermeture de la Bourse à New York.

Au total, 49 personnes ont été infectées par la même souche de la bactérie, et dix ont dû être hospitalisées. Une personne âgée est décédée dans le Colorado. «Toutes les personnes interrogées ont déclaré avoir mangé chez McDonald's avant de tomber malade, et la plupart d'entre elles ont mentionné avoir mangé un hamburger» spécifique, appelé «Quarter Pounder» aux Etats-Unis.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

POUR UNE CONCORDE GÉNÉRALISÉE

Encore une fois exigence est faite à la population de faire l'effort d'être au niveau de tout ce qu'entreprennent les autorités publiques pour l'accompagner matériellement et financièrement. N'en déplaise aux aigris dont l'aigreur des remontrances est souvent justifiée et parfois légitime, l'Etat démontre chaque jour qu'il assume pleinement son rôle et sa mission pour que la société algérienne endosse sa normalité.

Il est vrai que plusieurs décennies de gouvernance tortueuse ont laissé des traces profondes dans les esprits et ont semé une espèce de nonchalance civique allant jusqu'à laisser penser qu'une grande partie de la société ne croyait plus qu'en la providence. Il est vrai aussi que les

profils ont été tracés par les us et les croyances pour que les mises en cause de l'Etat soient rigides et parfois persiflantes.

Aujourd'hui l'état des lieux a changé et l'objectivité veut et recommande de ne pas nier les multiples fortes actions entreprises par les autorités pour répondre à toutes les attentes de la population. Mais malgré le peu de moyens dont elles disposent, elles se sont engagées avec sérieux dans un redressement que de nombreux pays peuvent lui envier. Les exemples de la bonne foi sont pléthoriques dans tous les domaines. Justice, éducation,

santé, administration offrent aujourd'hui un nouveau visage confortant et un visible changement malgré la présence encore de quelques niches revêches.

Parfois les comparaisons sont de bon escient. Quand on observe la marche forcée de la majorité des peuples, on ne peut s'empêcher de goûter à un peu de satisfaction même si l'égoïsme est déplacé. S'il est patriotique, cet égoïsme est toujours le bienvenu. Il est le premier atout pour la conciliation.

Certes la conjoncture est difficile et il n'est pas évident qu'elle puisse mettre à plat toutes les insatisfactions. Mais elle est surtout une raison importante pour que s'institue une concorde généralisée sans laquelle tous les efforts de l'Etat s'avèreraient inefficaces.